



EUSKAL HERRIA ZUTIK ETA

abian

E z k e r A b e r t z a l e a

DOCUMENT

abian

SOMMAIRE

0. Introduction	5
1. Changement de cycle, bilan	6
1.1 Zutik Euskal Herria, élément clef de la nouvelle phase	6
1.2 Espaces de développement de la nouvelle stratégie	10
1.2.1 Rassemblement des forces en faveur de l'indépendance et la souveraineté	11
1.2.2 Dynamiques en faveur des libertés démocratiques et des prisonnier-e-s	12
1.2.3 Outils et initiatives pour le processus démocratique	12
1.2.4 Placer la construction nationale et la transformation sociale dans le changement de cycle	13
1.2.5 Revitaliser la Gauche Abertzale	14
1.3. Facteurs externes	16
1.3.1 Crise économique	16
1.3.2 Crise de l'État Espagnol	17
1.3.3 Processus de la Catalogne	17
1.3.4 Changements survenus dans la société basque	17
2. Analyse de base de la conjoncture	18
2.1 International	18
2.1.1 Europe	19
2.1.2 État français	22
2.1.3 État espagnol	23
2.2 Euskal Herria	24
2.2.1 Sur l'Euskal Herria d'aujourd'hui	24
2.2.2 Sur le parcours des dernières années	24
3. Le projet politique de la Gauche Abertzale	26
4. Comment et ou va-t-on, actualisation de la stratégie : décantation indépendantiste	29
4.1 Régénérer l'offre indépendantiste	30
4.2. Construction citoyenne basque comme axe	31
4.2.1. Modalités d'action	33
4.3. En développant la voie indépendantiste par des propositions tactiques	35
4.4. Résolution des conséquences du conflit	39
4.4.1. Retour à la maison des prisonnier-e-s et des réfugié-e-s basques	41
4.4.2. Victimes, coexistence et mémoire	42
4.4.3. Destruction des armes et démantèlement des arsenaux	42
4.4.4. Retrait des forces d'occupation	43
4.4.5. Répression et libertés démocratiques	43
4.4.6. Fonctions concrètes de la Gauche Abertzale	43
5. CRITÈRES À PENSER À PROPOS D'ORGANISATION	44
5.1. Structuration de la Gauche Abertzale, nécessité d'une référence principale	47
5.2. Principales références politiques/institutionnelles pour l'accumulation de forces	49
5.3. Dans la structuration du processus indépendantiste, la direction collective	50

0. INTRODUCTION

La Gauche Abertzale, mouvement politique révolutionnaire, conçu pour la libération nationale et sociale d'Euskal Herria, mène en ce moment un débat dénommé Abian. Le parcours de la Gauche Abertzale nous est connu : faisant face au franquisme et misant sur la rupture démocratique, elle a empêché que la réforme post-franquiste se consolide en Euskal Herria. Plus d'une fois, elle a su placer au centre du paysage politique des propositions pour la résolution du conflit et le changement social. Ses dernières années, elle a su aborder l'évolution du cycle politique en présentant Zutik Euskal Herria. En Ipar Euskal Herria elle a fait évoluer les bases de l'abertzalisme contemporain établi par le mouvement Enbata en renforçant la lutte de la reconnaissance d'Euskal Herria et de l'identité basque. Avec ses hauts et ses bas, cette trajectoire s'inscrit dans une logique de continuité. Mais deux précisions s'imposent. La première : les militants de la Gauche Abertzale ne sont pas obligés d'être en accord avec toutes les décisions et les paris qui ont été faits ; ils conviennent cependant de leur légitimité. La deuxième : la Gauche Abertzale n'est pas un organisme immuable ne pouvant évoluer ou se transformer. Qui plus est, le fait qu'il n'y ait pas eu un renouvellement à la hauteur du changement de stratégie a probablement été à la source des difficultés de mise en place d'une nouvelle culture politique.

La finalité de ce document est de consolider les efforts fournis lors de la première phase du processus Abian. Son objectif principal est de définir la manière dont nous devrions avancer dans ce nouveau cycle politique provoqué par le changement stratégique Zutik Euskal Herria. Logiquement, nous ferons également le bilan du chemin parcouru ainsi que l'analyse de la situation politique actuelle, toujours tournée vers l'avant et en ayant pour but de tracer un cap et une direction politique claire. Par conséquent, il s'agit d'un exercice qui vise à actualiser la stratégie et à consolider l'identité et l'unité de la Gauche Abertzale.

Dans ce processus de débat nous avons recueilli un grand nombre d'opinions et d'idées. En plus de les rassembler et de les classer, les propositions concrètes présentées seront traitées, car Abian est de fait un catalyseur qui aura une continuité au sein des débats à mener dans chaque organisation et, au bout du compte, dans la pratique politique. Ainsi, le congrès extraordinaire que Sortu a annoncé pour le printemps sera décisif. Pour autant, le processus Abian ne prétend pas remettre en cause la légitimité des espaces de décision de chaque organisation. En dernière instance, les décisions devront être prises par les militants dans leur organisation, mais toujours en cohérence avec les décisions prises dans le processus Abian.

C'est pourquoi ce que nous devons décider maintenant c'est si nous ratifions ou pas le cap proposé par le présent document. Voilà ce que nous devons décider entre nous. Ultérieurement, toutes les organisations auront la possibilité de faire des changements et de réaliser des modifications, de rentrer dans les détails et, par le biais de débats qu'ils vont mener dans le domaine qui leur correspond, de clarifier leurs différences.

Élaboré dans le but d'établir une orientation commune, ce document se veut être une synthèse. Considérant ce document comme un outil valable pour la conception de la stratégie générale, les critères qui y seront définis devront ensuite, tout en concrétisant la ligne de conduite politique, fixer les bases pour adapter le modèle organisationnel et la culture politique et ce dans tous les domaines.

1. CHANGEMENT DE CYCLE, BILAN

Dans cette section, plus qu'une présentation exhaustive et fragmentée des succès, des difficultés et des problèmes les plus récurrents, nous essaierons d'en faire une analyse globale. Les succès et les carences ont été inclus et répartis dans les grandes parties de l'analyse, afin d'enrichir la lecture de ce qui est exposé dans chaque point.

1.1 Zutik Euskal Herria, élément clef de la nouvelle phase

Afin que le changement politique et social soit possible, la Gauche Abertzale a fait le pari historique d'un changement de stratégie. D'une part, les conditions politiques et sociales s'y prêtaient, d'autre part, la précédente stratégie montrait des signes manifestes de fatigue. L'heure était venue de recueillir les fruits de son action. C'était une décision d'envergure, comparable uniquement à deux autres moments historiques : l'apparition de la Gauche Abertzale (naissance d'ETA) face à l'essor du franquisme dans l'État espagnol et, après la dictature, le positionnement en faveur de la rupture démocratique dans le but d'empêcher la consolidation de la réforme politique espagnole.

La première grande conséquence du changement de stratégie de ces dernières années a été un chamboulement de la situation politique qui a ouvert de nouvelles opportunités politiques et, bien évidemment, de nouveaux problèmes à résoudre. Le résultat a été instantané et spectaculaire, car la société a accordé aussitôt de la crédibilité à la voie empruntée, surtout parce qu'elle était en symbiose avec les souhaits d'une grande partie des citoyens.

Les effets du changement de stratégie de la Gauche Abertzale ont été notoires, aussi bien en Euskal Herria que dans l'État espagnol. L'État a perdu pied et, de manière inespérée, son schéma de fonctionnement (terrorisme versus démocratie) est devenu caduc. En plus, cela est survenu au moment où l'État espagnol devait affronter une crise économique, sociale et territoriale (le problème catalan éclatait). C'est-à-dire, lorsqu'il avait le plus besoin d'un schéma de ce type pour détourner l'attention.

Zutik Euskal Herria a constitué une transition vers le changement de phase. D'une part il a mis en évidence le besoin de capitaliser l'ensemble du travail des luttes de la phase précédente. D'autre part, une réflexion autocritique a permis de dépasser les difficultés structurelles qui déjà nous empêchaient d'aller de l'avant dans la phase précédente. Le changement de stratégie s'est fait, car il était indispensable pour avancer dans le processus de libération, et dans la lutte elle-même. La Gauche Abertzale – et notamment ETA – a essayé d'utiliser ce changement de stratégie comme un levier de mise en route du processus de résolution.

Au début, ce fut un tel succès qu'aussi bien dans l'État espagnol, que chez d'autres acteurs politiques tous les voyants rouges se sont allumés. Les caractéristiques du conflit opposant Euskal Herria aux États évoluèrent très rapidement en faveur du changement. Dans le même temps, l'unionisme a connu une régression spectaculaire renforçant ainsi la stratégie de blocage du PP. Ce blocage qui plus tard se transformerait en une involution. De même, le PSOE a fait

machine arrière sur des mêmes positions qui étaient les siennes avant Aiete. Le fait de paralyser les conséquences du conflit – plus concrètement la question des prisonniers – va au-delà de la soif de vengeance. Il s'agit d'une décision prise à au plus haut niveau de l'État espagnol pour conditionner et détériorer le processus.

Pour sa part, le PNB a tenté de ralentir le processus politique quasiment dès le début. Ces derniers temps, il s'efforce de le dénaturer, car, au vu du renforcement des processus catalan et écossais, il craint un renforcement de l'indépendantisme. À chacun ses raisons et son point de vue, mais tant PP-PSOE que le PNB ont cherché à bloquer (par des postures immobilistes) ou à saborder (en exigeant une multitude de conditions préalables) l'espace de la résolution. Son seul objectif est de semer le doute dans la Gauche Abertzale et ainsi de lui faire perdre son cap.

En Ipar Euskal Herria, au contraire, face à cette nouvelle situation, toutes les forces politiques et l'ensemble des acteurs ont ratifié leurs engagements et leur adhésion à Aiete et continuent de le faire. Le processus en marche a connu des résultats importants. Le niveau de consensus obtenu est très élevé, et les avancées sont significatives, tant sur la question des conséquences du conflit que sur les origines de celui-ci. L'accord entre les différentes forces politiques donne une autre dimension au débat sur le problème politique de fond – la non-reconnaissance nationale et institutionnelle d'Euskal Herria-.

La conférence d'Aiete a eu du succès en Ipar Euskal Herria. D'une part, elle a consolidé le caractère national du conflit, en mettant en évidence la responsabilité de l'État français. D'autre part, on est parvenu à matérialiser l'implication des acteurs sociaux via des mouvements ouverts (Bake Bidea, Bagoaz), en se mettant d'accord sur une feuille de route favorable au processus de résolution (déclaration de Baiona). Ces initiatives ont obtenu à Paris le soutien de différents représentants et de personnalités notoires (conférence de Paris). L'État français a pris note de la nouvelle situation créée par Aiete, et du large consensus qui existe en Ipar Euskal Herria en faveur du processus de résolution. Cependant, même si des conditions ont été créées – les déclarations de Taubira en ont été l'exemple -, nous n'avons pas encore réussi à faire bouger l'État français. L'exécutif de Paris reste toujours aligné avec le gouvernement espagnol.

Cela étant dit, le changement a été total. Nous nous situons encore dans un moment charnière entre le passé et l'avenir ; nous voulons changer de phase mais nous n'y parvenons pas. Comme évoqué précédemment, l'action des États est un des principaux éléments qui empêche que la transition aille au bout. Hier comme aujourd'hui leur posture hypothèque tout changement. Il faut admettre cette réalité. En effet, le fait d'accepter de reconnaître Euskal Herria et son droit de décider – éléments constitutifs d'une solution réelle – est une tragédie pour l'État espagnol (nous n'avons pas encore placé l'État français dans cette situation). Pour l'État espagnol il n'y a aucune différence entre la situation que créerait un accord intermédiaire – cadre démocratique – et notre objectif ultime – l'indépendance -. Il situe l'autodétermination et l'indépendance au même niveau. Les deux le rendent très nerveux, et ce d'autant plus que le projet qu'il a à offrir aux basques reste de vide de contenu. C'est pour cela qu'il refusera toujours d'avancer vers une solution démocratique.

L'attitude du PNB a aussi fortement conditionné le processus. C'est une réalité que nous devons également accepter. Aucun processus souverainiste ne se fera par un accord préalable avec le PNB. Si la première étape pour amorcer le processus est de trouver un accord avec le PNB, il n'y

aura pas de processus. Comme nous le soulignons plus loin, seul le développement de la Voie Basque peut faire bouger cette réalité, lever cette hypothèque.

Dans tous les cas, les problèmes ne viennent pas uniquement des facteurs externes. La propre Gauche Abertzale a eu d'importantes carences et elle a commis des erreurs évidentes. Elle n'a pas su comprendre ce que le blocage signifiait, ou du moins elle ne l'a pas fait à temps. L'État avait très bien compris que nous voulions utiliser le changement de stratégie comme un levier pour faire avancer la résolution. Et quand il a procédé au blocage du processus de résolution, nous n'avons pas été capables de voir que l'issue se trouvait précisément dans le développement de notre stratégie. Ainsi, l'État a pu bloquer en premier lieu – et immédiatement – les avancées au niveau de la résolution des conséquences du conflit, puis le développement du processus politique lui-même.

Expliquons-le d'une manière plus simple : au début nous avons pensé qu'il suffirait de surfer sur la vague du mouvement que nous avons réalisé. Cependant, la vague a fini par échouer à nos pieds et nous n'avons pas compris qu'un mouvement qui se veut transformateur, au lieu de profiter des vagues il doit les créer.

En plus d'avoir tardé dans la mise en route le processus populaire depuis l'unilatéralité, nous avons eu des problèmes évidents pour incorporer la vision sociale qu'un tel processus impliquait. Au départ, nous pouvions penser que la crise économique faciliterait cet exercice. Mais cela n'a pas été le cas. Lors du débat antérieur (Zutik Euskal Herria), la réponse organisée des syndicats – grèves générales incluses – contre les mesures d'austérité imposées par les pouvoirs économiques et politiques sous prétexte de la crise a eu une grande influence. Elle démontrait en effet que la masse critique en faveur d'un changement politique et social existait. Cela consolidait l'idée du changement stratégique. Or, ces dernières années, cette dynamique ne s'est pas suffisamment renforcée. La réponse à la crise n'a pas renforcé le processus, ni servi à développer l'espace souverainiste. Aucun accord syndical permettant cela n'a abouti. Nous avons cherché à stimuler le processus depuis l'espace institutionnel. Nous n'avons pas su associer la lutte sociale-syndicale aux avancées obtenus au niveau institutionnel.

Différentes initiatives ont été activées par les luttes populaires et le syndicalisme - les plus marquantes ont été la Charte Sociale et Alternatiben Herria -. À son tour, EH Bildu a brandi les symboles du modèle social qu'il propose - politique fiscale, politiques de participation, etc -. Pourtant, cela n'a pas suffisamment consolidé la liaison entre la souveraineté politique et la souveraineté économique. La nouvelle stratégie crée des opportunités réelles en faveur d'un accord en Euskal Herria autour d'un agenda politique, institutionnel et social dans le but de promouvoir de véritables changements. Mais nous n'avons pas réussi à construire un tel accord.

Le repositionnement de l'État – accentuant le blocage -, les pas en arrière du PNB et ses prétextes répétés – lors de la tentative de formalisation d'une feuille de route – et les retards dans la mise en forme d'un mouvement populaire, ont fait que nous sommes passés d'un sujet à l'autre (paix, souveraineté, modèle social ou encore la dénonciation de la corruption) sans réussir à structurer le processus politique. Nous pourrions dire que nous avons manqué de ligne directrice.

La réflexion sur l'unilatéralité issue de la proposition « Euskal Bidea » a constitué une avancée. Cependant, pour l'instant, elle n'a pas été suffisamment mûrie pour offrir au processus le

caractère transversal que nécessite la confrontation avec l'État. L'unilatéralité sans heurt avec l'État ne provoquera dans la société aucune pédagogie politique, elle ne créera pas de nouveaux rapports de force ni de protagonismes.

En conséquence de ce flou tactique, nous avons été incapables de situer correctement le débat politique et social au regard des priorités de la phase historique actuelle. Bien que les processus en Catalogne et en Écosse aient créé un contexte propice, à quelques exceptions près, nous n'avons su constituer des références suffisamment claires et solides pour la société basque. Seule Gure Esku Dago a été capable de générer à certains moments une dynamique à la hauteur de la phase politique actuelle.

Même s'il est vrai que nous avons des difficultés à avancer dans la voie politique ouverte, il est indéniable que le changement de stratégie a eu quatre succès : l'unionisme - PP-PSOE - s'est affaibli, en Nafarroa les bases favorisant le changement politique ont été posées, en Euskal Herria la voie de l'accumulation des forces a été ouverte, et en Ipar Euskal Herria, avec la proposition de l'EPCI, les possibilités de reconnaissance territoriale entrouvertes.

De plus, nous pouvons situer ces succès dans une analyse plus large. En effet, le caractère irréversible de l'affaiblissement des structures politico-judiciaires de l'État espagnol constitue une des caractéristiques de la nouvelle phase. Avant les gouvernements réussissaient à étouffer le débat politique en se cachant derrière la lutte armée. De nos jours, les lacunes de leur discours émergent et sont clairement visibles. Le régime instauré en 78 est remis en question comme jamais. Nous pouvons affirmer que la chute du régime en Nafarroa que nous avons provoqué en est la preuve. La concordance du changement de cycle provoqué par la Gauche Abertzale et la chute du régime - interaction des deux facteurs - ont conduit au changement en Nafarroa.

Pour affronter cela, l'État (nous nous référons spécialement à l'État espagnol, mais cela concerne aussi l'État français) cherche à pérenniser la phase antérieure à l'arrêt de la lutte armée. Il vise à empêcher le moindre mouvement dans le domaine politique où il est le plus faible en Euskal Herria (nous avons pu constater que le moindre mouvement ébranle fortement le PP). Pour l'État, la façon plus efficace d'empêcher que la nouvelle phase ne démarre totalement consiste à bloquer la résolution des conséquences du conflit. Cette situation de blocage/régression est source de problèmes pour la Gauche Abertzale, qui se doit d'être un des principaux moteurs du processus. Le blocage relève d'une posture de l'État, et non uniquement d'un choix tactique. Car l'État espagnol ne ressent pas l'urgence de faciliter la résolution puisqu'il considère qu'il n'en tirera aucun bénéfice.

C'est pour cela que dans cette situation, il faut souligner le mérite d'autres succès obtenus, car ils sont imputables à la phase actuelle. Nous parlons de la légalisation et du pouvoir atteint dans les institutions - bien que limité -, de la dérogation de la doctrine qui allongeait les peines de beaucoup de prisonniers, de la démarche effectuée par certains réfugiés en rentrant chez eux, de la réduction/annulation des peines dans certains procès, de la possibilité d'accord apparue lors du dernier procès, etc. Personne ne nous a fait cadeau de ces succès, ce ne sont pas des contreparties aux démarches unilatérales réalisées par la Gauche Abertzale, ce sont des succès obtenus grâce à l'accumulation des forces engendrée dans la mise en œuvre d'une stratégie unilatérale.

Nous pensions que le nouveau cycle allait encourager le débat et accélérer les changements politiques entre les différents acteurs. Cela a été le cas dans certains territoires (Ipar Euskal Herria et Nafarroa). La plus grande difficulté se trouve en ce moment dans la Communauté Autonome Basque (le PNB a une grande responsabilité dans tout cela). Cependant, nous pouvons affirmer qu'en Euskal Herria les forces qui se positionnent en faveur du changement politique et social ont augmenté, et que grâce à d'autres facteurs (Écosse et Catalogne) l'opinion en faveur du droit de décider est maintenant majoritaire.

Pour l'instant nous n'avons pas su capitaliser ces conditions dans une direction concrète, même si le projet stratégique des États s'est affaibli, et qu'il existe des possibilités réelles pour consolider le projet indépendantiste. Cela expliquerait le succès de Podemos lors des dernières élections, qui en Euskal Herria a obtenu de meilleurs résultats que dans le reste de l'État. Le besoin de changement se fait ressentir.

En résumé, nous pouvons dire que la nouvelle stratégie a montré son potentiel, bien que nous n'ayons pas réussi à la valider complètement. Ceci étant, les piliers que nécessitent un défi d'une telle envergure semblent assez évidents :

- **Soutien populaire, accumulation des forces et activation populaire.** Ce sont les seules garanties du processus. Car seuls le soutien populaire et l'activation populaire garantiront la stabilité de la nouvelle stratégie.
- **Unilatéralité de la part de la Gauche Abertzale pour créer des situations nouvelles.** Unilatéralité aussi du point de vue d'Euskal Herria pour concrétiser le processus populaire. Avant que le mot unilatéralité ne devienne un mot fétiche, il est important de préciser que notre objectif et notre désir sont de développer un processus multilatéral. En ce moment historique, le processus se développe depuis Euskal Herria vers Euskal Herria, avec la participation du maximum d'acteurs possible et l'implication d'acteurs internationaux. Même si l'action de la Gauche Abertzale sert à faire évoluer la situation et à créer de nouvelles opportunités, ce ne sera pas suffisant si nous voulons avancer de manière déterminante.
- **Confrontation démocratique.** En absence de bilatéralité, cette confrontation atteindra indéfectiblement son degré le plus élevé. Nous n'en sommes pas encore là. La confrontation démocratique repose sur l'opposition de la légitimité de la majorité de la société basque aux pouvoirs établis et factuels qui font obstacle au processus démocratique. L'objectif fondamental de cette confrontation sera de renforcer des initiatives et activer des dynamiques susceptibles de créer de nouveaux rapports de force.

1.2 Espaces de développement de la nouvelle stratégie

La résolution Zutik Euskal Herria avait déjà défini certains des espaces de travail que nécessite la nouvelle la stratégie. Nous ferons le bilan en évaluant ce qui a été réalisé au regard de chacun d'eux.

1.2.1 Rassemblement des forces en faveur de l'indépendance et la souveraineté

Les forces Abertzales/souverainistes ont mis en forme dans le domaine politique des accords de grande ampleur. EH Bildu et EH Bai en sont le résultat. Ces espaces d'accord sont fondamentaux pour la nouvelle stratégie. De là est issue l'idée d'un front large, même si pour l'instant elle manque de concrétisation et de clarification.

Nous devons nous inquiéter du fait que la nouveauté qu'avait supposée Bildu ait perdu de sa fraîcheur. Dans une certaine mesure, elle a perdu cette capacité du début à intégrer d'autres secteurs et d'autres personnes.

Nous avons pu détecter certains risques. L'un d'entre eux est que les partis qui composent la coalition ont vu leur propre personnalité s'estomper. L'objectif ne peut pas être que les différents partis de ces coalitions partagent mot pour mot les mêmes principes idéologiques et objectifs stratégiques. Il ne s'agirait plus alors, ni d'une coalition, ni d'un front large ; mais bien d'un parti unique. En ce sens, il serait préjudiciable qu'EH Bildu soit complètement assimilé à la Gauche Abertzale. De plus s'il n'y a pas de pluralité et que nous homogénéisons trop le profil d'EH Bildu et d'EH Bai, nous ne serons plus attractifs pour des gens qui, ne s'identifiant à aucun parti, auraient pu être attirés par ce type de projet. À l'avenir, le principal défi sera de trouver la formule la plus adaptée.

Dans la nouvelle phase, et grâce au changement stratégique, les forces indépendantistes ont obtenu dans les institutions une grande capacité d'influence et de nouveaux espaces de pouvoir, même si ces derniers restent limités. À l'avenir aussi, les institutions continueront de constituer un champ d'action important pour forcer les changements et les transformations de la donne politique et sociale.

Cependant, nous avons, il est vrai, des carences évidentes au regard de l'activation sociale qu'un processus souverainiste nécessite. Nous ne sommes pas arrivés à activer le Bloc Populaire Indépendantiste dont nous avons si souvent parlé. Les alliances en faveur de la souveraineté ne peuvent pas se limiter aux partis ou forces politiques. Les syndicats, par exemple, n'ont développé aucune alliance du type de celles qu'ils avaient constituées pendant Lizarra-Garazi. Pour placer la question de la souveraineté au centre du débat et pouvoir l'y maintenir, nous avons besoin des mouvements populaires, et plus généralement d'un soutien social. Nous n'y sommes pas parvenus et en plus de cela nous ne lui avons pas prêté l'attention ni l'énergie nécessaire.

La dynamique en faveur du droit de décider a bénéficié, avec Gure Esku Dago, d'une adhésion populaire. Mais après une bonne entrée en matière, elle n'a pas connu la progression ascendante que certains prévoyaient. Il se peut que les mobilisations populaires qui battaient leur plein en Catalogne, nous aient amenés, par pur mimétisme, à surestimer la capacité de mobilisation en Euskal Herria, sans prêter plus d'attention au chemin qui nous reste encore à parcourir.

Des messages structurés en faveur de l'indépendance commencent à arriver depuis les secteurs universitaires et des entreprises. Bénéficier des soutiens économiques et académiques représente une avancée. Certaines fondations travaillent déjà sur ce sujet. De nouvelles contributions théoriques visant à renforcer la nécessité d'un État Basque sont apparues. Ces contributions présentent les problèmes, non pas uniquement du point de vue identitaire, mais également sous

d'autres angles (égalité homme femme, bien être socio-économique...). À ce titre, la contribution que le mouvement féministe est en train de réaliser mérite d'être mentionnée.

Même si les facteurs externes (Catalogne, Écosse...) ont attiré notre attention, en Euskal Herria le courant favorable à l'indépendance ne s'est pas tellement développé. Nous avons mené le changement de cycle en brandissant le drapeau de la résolution (dépassement du conflit politico-armé), ce qui a contribué à ce que les citoyens aient des difficultés à faire le lien entre la logique indépendantiste et le processus politique. Nous voulons l'indépendance mais nous ne savons pas « comment » y parvenir.

1.2.2 Dynamiques en faveur des libertés démocratiques et des prisonnier-e-s

Nous avons connu des mobilisations inédites. Dans d'autres domaines aussi elles ont été importantes, mais celle qui a rassemblé le plus de gens est celle qui touchait à la question des prisonniers politiques basques. Cela dit, il s'est avéré très compliqué d'assurer une continuité pour ce type de dynamique, entre autres parce que la répression a durement frappé en même temps que la situation des prisons empirait. Les gouvernements n'ont réalisé aucune démarche positive et tout ce que nous avons obtenu – par exemple, faire sortir Uribetxebarria – nous l'avons fait en franchissant tous les obstacles possibles et imaginables. Comme nous l'avons dit précédemment, lorsque l'état fait obstacle sur ces questions-là il cherche à bloquer tout le processus. Et il y est parvenu.

Nous n'avons pas eu la force nécessaire pour insister sur la nature politique des prisonniers. Par ailleurs, face au blocage nous n'avons pas eu une feuille de route commune et claire, ce qui a provoqué des désaccords et des accrochages en interne qu'il faudra résoudre.

Dans cette nouvelle phase, la dynamique des procès politiques n'a pas cessé, même si à vrai dire, à cause du changement de stratégie, les résultats de ces procès n'ont pas toujours été dans la continuité de la phase précédente. Avant, tous ces procès se terminaient avec des peines très lourdes. Cependant, le fait même que les procès politiques soient toujours d'actualité est très grave, car c'est le signe qu'encore aujourd'hui on porte atteinte aux libertés démocratiques. Nous ne sommes pas parvenus à construire la situation de démocratie minimum que nous nous étions fixé pour cette nouvelle phase. Il faut faire remarquer le mouvement qui s'est créé autour de la dynamique Libre (murs populaires, différentes dynamiques contre les procès...).

Les arrestations n'ont pas cessé, bien qu'en même temps la réponse populaire contre celles-ci se soit considérablement renforcée. Dans l'opinion publique d'Euskal Herria, l'idée que par les temps qui courent les arrestations n'ont aucun sens s'est renforcé. Les murs populaires et/ou les réponses spontanées venant des citoyens face aux opérations qui se sont déroulées en Ipar Euskal Herria ont dans ce sens transmit un message très clair.

1.2.3 Outils et initiatives pour le processus démocratique

Dans un premier temps, la Conférence d'Aiete a ratifié la vertu de la négociation et du dialogue. La disponibilité à parler et à négocier est très ancrée en Euskal Herria, cela ne date pas d'aujourd'hui. Néanmoins, l'attitude des États – en ce qui concerne les conséquences du conflit – et des différentes forces politiques – en rapport avec le débat politique – a laissé de côté le dialogue

et la négociation avec quelques exceptions (Ipar Euskal Herria). À ce jour ils ne sont pas encore au centre du paysage politique, bien qu'ils bénéficient du soutien de la société. Nous pouvons affirmer que le dialogue de nature profonde est encore en léthargie, mais il pourrait se réveiller à tout moment car le débat autour du cadre juridico-politique frappe à la porte.

En plus d'avoir attiré l'attention internationale, nous avons également obtenu le soutien de quelques acteurs.

Il ne peut pas être fait une évaluation générale de l'implication des institutions et des acteurs en Euskal Herria. Outre la conférence d'Aiete, nous avons apprécié des avancées et des initiatives très importantes (Accord de Gernika, Forums Sociaux, Déclaration de Baiona, Conférence de Paris – ici apparaissent à nouveau les agents de l'État français –), même si certains ont eu une répercussion plus durable et plus solide que d'autres. Il faut souligner qu'en Ipar Euskal Herria l'agenda de la résolution a été traité intégralement.

La contribution du Collectif des Prisonniers Politique Basques et du Collectif des Exilés Politiques Basques a été compliquée à réaliser, parce que les conditions l'étaient également. De plus, chaque collectif dépendait de son propre rythme. Ils ont parfois eu des références importantes (la déclaration d'EPPK de décembre 2016) et d'autres fois ils ont tenu le rôle de pionniers (EPPK signait l'accord de Gernika un an après qu'il soit présenté). D'autres fois c'est EIPK qui a tenu ce rôle de pionnier (il a tout de suite commencé à travailler sur le concept d'unilatéralité, pour ensuite mettre en place la dynamique de retour à la maison). Au-delà de ce douloureux blocage et de la répression, nous avons de grandes possibilités pour développer le contenu de cette déclaration d'EPPK, en vue d'obtenir des conditions plus adéquates aussi dans la société basque.

Les initiatives d'ETA ont été un élément fondamental pour le changement de cycle. L'organisation a tenu tous les engagements pris afin de mettre en marche le processus de résolution, allant parfois au-delà de ce qu'on lui exigeait (par exemple, la nature du cessez-le-feu de janvier 2010 allait plus loin que ce que lui réclamait la déclaration de Bruxelles). À l'inverse, ceux qui prétendaient bloquer ou ralentir le processus activèrent immédiatement une dynamique perverse : « ce n'est pas suffisant ».

Les problèmes pour maintenir une action soutenue sur le terrain de la résolution du conflit ont été immenses. Certaines initiatives ont échoué dès le départ, sans qu'elles n'aient de continuité. La situation compliquée y est pour beaucoup, mais il est vrai aussi que de la part de la Gauche Abertzale il y a eu des déficiences lorsqu'il a fallu développer l'unilatéralité. Nous avons conclu assez tardivement que l'issue se trouvait dans l'unilatéralité.

Ainsi, en ce qui concerne Hego Euskal Herria, dans le domaine de la résolution du conflit, l'activation populaire et idéologique ne se sont pas suffisamment développées et, par ces déficiences, la nature politique du conflit s'est délitée.

1.2.4 Placer la construction nationale et la transformation sociale dans le changement de cycle

Dans la construction nationale et la structuration du peuple il y a eu des difficultés à avancer en fonction de la phase politique. Aussi bien dans le domaine de la construction nationale que

dans celui du changement social, les élus indépendantistes ont développé des initiatives à partir des institutions, mais nous n'avons pas réussi à avoir la complémentarité nécessaire avec le mouvement populaire et le syndicalisme.

Nous n'avons pas non plus une analyse actualisée de la réalité du mouvement populaire et du rôle qu'il peut jouer, et ainsi il est difficile de définir correctement le cadre des relations que nous avons avec le mouvement. Il existe un mouvement populaire réel et autonome, organisé autour de problématiques concrètes, mais il est évident que lorsqu'il a fallu que la militance de la Gauche Abertzale travaille dans les deux sens, c'est-à-dire, en présentant au mouvement populaire la contribution de la Gauche Abertzale et en important à notre structure le point de vue du mouvement populaire, nous avons échoué.

Cela ne signifie pas que ces dernières années il n'y a pas eu de dynamiques sociales. Pour ne citer qu'un exemple, il faut remarquer l'activité développée par le mouvement féministe luttant contre la précarisation généralisée des femmes dans le contexte de la crise, contre la violence machiste, en défense de l'avortement et, plus généralement, en faveur de la souveraineté de la femme.

D'autres dynamiques, tel que la Charte Sociale et Alternatiben Herria, se sont également développés dans l'ensemble du territoire d'Euskal Herria et il faut reconnaître leur importance. De la même manière, il faut souligner les processus participatifs innovants organisés dans beaucoup de mairies.

Pour ce qui est de la normalisation de l'euskara, la voie que la Gauche Abertzale a mené a été caractérisée par le manque de cap et de cohésion. Notre discours politique n'était pas structuré et nous n'avons pas su nous organiser pour avancer dans la confrontation politique. Il n'y a pas eu de connexion entre la structure et les militants de la Gauche Abertzale qui travaillent dans le mouvement populaire. En général, dans les institutions où nous avons eu des responsabilités de gestion, nous avons développé une politique linguistique appropriée, mais nous n'avons pas su développer ces ressources pour donner une dimension sociale à ce travail.

1.2.5 Revitaliser la Gauche Abertzale

Les facteurs les plus marquants ont été le fait de ne pas avoir porté Zutik Euskal Herria ni à un niveau organisationnel ni au niveau des procédés, jusqu'au point de rendre impossible la mise en route d'une nouvelle culture politique. Le modèle organisationnel, les procédés, la manière de structurer l'action politique..., tout cela n'est pas simplement un débat technique sur la manière de s'organiser. C'est une question politique, un débat politique de premier ordre que nous aurions dû aborder sur la base de la déclaration « Zutik Euskal Herria ». Paradoxalement, une fois passé la période la plus dure de l'illégalisation – pas encore totalement surmontée –, nous n'avons pas abordé ce débat-là alors que nous avons la possibilité de le faire, ce qui a eu de conséquences négatives. Cela saute aux yeux. Nous n'avons pas abordé les questions tel que la verticalité, les carences en démocratie interne ou la transparence dans les prises de décisions. Cela finit par porter préjudice au projet politique.

Le manque de capacité stratégique dont nous avons parfois fait preuve n'est pas quelque chose de « naturel », ni quelque chose d'inévitable, mais simplement la conséquence du travail mal

fait. Ce sont, entre autres, les conséquences d'un modèle d'organisation et de pratique politique obsolètes. Nous avons voulu gérer les temps nouveaux avec de vieux outils, et cela n'a pas fonctionné. Il y a eu entre nous des comportements et des tendances inappropriées, notamment au moment de prendre des décisions et de les partager avec les militants locaux, sans veiller à ce qu'ils aient suffisamment d'information ni leur donner la possibilité d'influer. Nous aurions pu faire les choses différemment, nous aurions pu prendre les mesures pour une gestion correcte, mais nous ne l'avons pas fait, et cela mérite d'être sévèrement critiqué car il a eu de conséquences graves.

Admettre tout cela ne justifie pas les critiques et les accusations de mauvaise foi ni les mensonges. Certaines de ces critiques et accusations sont inadmissibles. En plus elles ont engendré une tendance à nous protéger, limitant ainsi notre capacité à analyser la vraie nature des problèmes. Il faut savoir bien différencier entre désaccords et inquiétudes, et les actions de sabotage/de scission. Bien souvent, les critiques qui sont faites ne vont pas à l'encontre de la nouvelle stratégie, mais sont l'expression d'un mal-être et d'une inquiétude. Nous devons bien comprendre cela pour donner une réponse adaptée. Les émotions ne se gèrent pas avec des messages et des explications politiques conventionnelles, et encore moins avec des réactions agressives. Fréquemment, les gens qui s'adressent à nous de manière agressive ce qu'ils prétendent c'est exprimer un mal-être, peut être maladroitement, mais sans vouloir faire du mal. Nous devons comprendre la complexité du changement que nous avons effectué et le gérer correctement, pour ainsi récupérer l'équilibre affectif collectif de la Gauche Abertzale, pour ranimer des passions communes, pour lutter main dans la main, tout en récupérant le plaisir du travail en commun et en créant la Gauche Abertzale et la lutte basque du XXIème siècle.

Il a eu des tentatives de scission en déformant le débat politique sur l'amnistie. Des personnes en désaccord avec l'actuelle stratégie décidèrent de prioriser cette revendication. Évidemment, toutes les personnes qui postérieurement se sont jointes à la revendication de l'amnistie ne participent pas à cette tentative.

Ce bilan sur le modèle organisationnel et sur la manière d'agir mériterait d'être analysé organisation par organisation, mais cela devrait être fait en détail par les militants et par leurs structures respectives, car se sont les militants et les organisations qui ont la responsabilité et la légitimité pour le faire. Le processus Abian est un exercice collectif qui cherche à englober toute la Gauche Abertzale dans son ensemble afin de permettre d'autres débats et les prises de décisions nécessaires.

En tous les cas, il est évident qu'une « direction stratégique » nous a fait défaut, que nous n'avons pas su la définir parce que Sortu n'a pas assumé – dû à son incapacité à le faire ou aux limites du modèle organisationnel, selon les opinions –, toutes les fonctions qu'il aurait dû assumer et aussi parce que les structures chargées des relations entre les différentes organisations n'ont pas rempli leur rôle. Nous devons éviter que le concept de « direction stratégique » ne devienne un autre terme fétiche ; ce sujet devra aller de pair avec le caractère de la stratégie et de manière dynamique.

Par ailleurs il y a tout un parcours et un engagement que la Gauche Abertzale dans son ensemble avait adopté mais qui est sur le déclin : ce que nous connaissons comme le Processus Féministe. Cet engagement avait tracé une stratégie pour incorporer, de manière accordée, la vision et la

pratique féministe à notre activité politique interne comme externe. Cependant, ces dernières années cet engagement s'est limité à l'effort isolé de chaque organisation, ce qui a provoqué la dispersion de l'alliance des femmes de la Gauche Abertzale qui, des années auparavant, avait joué un rôle moteur et cela a affaibli la potentialité du propre processus. Même si son évolution a été différente dans chaque organisation et qu'il est nécessaire de faire un bilan propre à chacune d'entre elles, en général cette vision des choses ne s'est pas ressentie dans l'action politique de la Gauche Abertzale (à l'exception d'Ernai). Ainsi, le résultat obtenu grâce au Plan Interne a été limité (il faut cependant remarquer l'expérience de LAB). L'objectif de ce plan était d'influer dans la participation quantitative et qualitative des femmes et, surtout, dans le modèle de militance, dans le mode de travail et dans le type de fonctionnement pour ensuite tout transformer. Cette vision va de pair avec le défi de la démocratisation interne.

Une autre conclusion que nous tirons de ces dernières années est que le caractère de mouvement s'est estompé. En premier lieu, il faut dire qu'avec le changement réalisé, le développement de la Gauche Abertzale était indispensable et que le fait de ne pas l'avoir fait autant que nécessaire a supposé un problème en ce qui concerne la capitalisation du mouvement tout entier. Par ailleurs, il est vrai que les références du passé sont assez faussées. Par exemple, nous ne pouvons pas comparer l'époque où le concept de Mouvement de Libération Nationale Basque (terminologie utilisée pour définir uniquement l'espace sociologique proche de la « Gauche Abertzale ») se consolida et l'époque des illégalisations (la Gauche Abertzale apparaît en tant qu'un acteur politique défini, même pour faire des déclarations). Ce n'est pas la même chose. La première fut une situation choisie ou développée naturellement, alors que la seconde fut forcée par la répression. En dépit de cela, pour certaines générations le schéma naturel est basé sur la répression. Ce n'est pas la même chose faire partie/se sentir d'un mouvement politique qu'être militant de ce mouvement politique, car pour cela il faut être dans la structure. Renouveler le caractère et la nature politique de chacun est un défi fondamental, pour que la Gauche Abertzale continue d'être un mouvement capable de peser en tant qu'actif politique.

1.3. Facteurs externes

Bien que nous en ayons parlé dans ce chapitre et que dans celui qui suit – analyse et conjoncture – nous allons l'expliquer plus en détail, il nous a semblé convenable d'évoquer particulièrement ces facteurs que le changement de stratégie et le défi politique n'avaient pas prévu mais qui ont eu une influence énorme. D'une certaine manière, le changement de stratégie s'était basé sur la nécessité d'ouvrir un nouveau cycle politique car le processus de négociation de 2005-2007 montra des signes de fatigue évidents. Nous n'avions pas prévu ces facteurs externes, ou du moins pas dans la dimension qu'ils ont acquis. Nous n'avons pas su les voir ni les intégrer au nouvel enjeu.

1.3.1 Crise économique

Véritable crise structurelle et offensive brutale du capitalisme qui vient intensifier l'exploitation et ébranler la vie de l'ensemble des peuples et des personnes. Cela aurait dû être un élément mobilisateur pour l'obtention du changement politique et social, mais nous ne sommes pas parvenus à l'appliquer au processus politique. Les réponses données par le syndicalisme basque ainsi que les grèves qu'il a organisé n'ont pas suffi à augmenter la légitimité, le poids politique et

l'efficacité du syndicalisme. Dans toute l'Europe le syndicalisme est en crise et ici aussi. En plus, avec l'offensive capitaliste des dernières années cette crise s'est accentuée.

Les messages du PP et du PNB ont été idéologiquement significatifs, car ils ont réussi, dans une certaine mesure, à influencer les citoyens : maintenant la priorité c'est l'économie et il faut laisser le reste pour plus tard. Il faut mentionner aussi l'appauvrissement des femmes qui, au-delà de la situation économique, influe dans tous les domaines de la vie (crise de l'aide à domicile, involution idéologique, violence machiste...)

1.3.2 Crise de l'État Espagnol

(Déclin du bipartisme, corruption, crise des structures étatiques – Royauté –, épuisement du modèle territorial...)

Le manque de crédibilité du système politique s'est accentué, ce qui a ouvert la voie à de nouveaux phénomènes politiques. Par exemple : en 2011, pendant que dans l'État espagnol se déroulait le phénomène du 15M, en Hego Euskal Herria c'est d'EH Bildu qui insufflait un nouveau souffle, et pas uniquement dans une perspective électorale. Les images de la place El Arenal furent la preuve du souhait de changement. Néanmoins, l'atmosphère créée ultérieurement par la crise du système politique, l'insuffisant développement du processus en Euskal Herria et le peu d'attention prêtée aux besoins sociaux et aux nouvelles formes de mobilisation sont des facteurs qui ont joué à l'avantage de Podemos, du moins dernièrement.

1.3.3 Processus de la Catalogne

En 2008-2009, lorsque la Gauche Abertzale entamait la voie du changement stratégique, nous ne pouvions pas nous imaginer que le processus catalan allait connaître un tel développement, ni le bouleversement qu'il allait provoquer. La Gauche Abertzale transforma la situation, mais ensuite elle ne fut pas capable d'incorporer les nouveaux éléments apportés par le processus catalan. Nous avons dit qu'il fallait ouvrir un nouveau front en parallèle de celui de la Catalogne, mais nous n'avons pas entretenu les conditions pour le faire.

1.3.4 Changements survenus dans la société basque

Nous vivons des changements sociologiques profonds : fortes tendances individualistes, diminution de l'adhésion politique, nouvelles perceptions sur la participation politique... l'ancien archétype n'attire plus la société postmoderne. Il faut également mentionner les changements qui sont apparus dans le domaine de la communication politique – réseaux sociaux, médiatisation de la politique – et les difficultés de la Gauche Abertzale à s'adapter à ce nouveau contexte. Dans l'annexe A sont développées les caractéristiques de l'Euskal Herria dans laquelle nous vivons aujourd'hui.

2. ANALYSE DE BASE DE LA CONJONCTURE

2.1 International

La fin de la guerre froide laissa un vainqueur évident : les États Unis d'Amérique. Washington su profiter de la chute de l'Union Soviétique pour continuer à développer partout dans le monde son hégémonie militaire, politique, économique, commerciale et culturelle, et surtout pour assujettir l'Europe. Washington avait tous les outils à sa portée, l'OTAN inclus. Depuis lors, la suprématie mondiale du néolibéralisme est incontestable.

Avec le changement d'époque, l'OTAN se transforma en acteur global et décida d'aller au-delà des frontières traditionnelles. Pendant toute cette période, le rôle de l'Union Européenne a été vraiment regrettable : Londres est resté aligné avec les États Unis, Paris est revenu à des structures militaires intégrées dans l'Alliance et Berlin cherche toujours sa place.

Dans le contexte de la suprématie du néolibéralisme et profitant des guerres contre les terrorismes et/ou contre le narcotrafic, des nouveaux ennemis s'ajoutent à ceux déjà existants et la doctrine sécuritaire se répand, pour ainsi favoriser les intérêts capitalistes. Les attaques du 11 septembre 2001 consolidèrent deux facteurs qui pour l'heure existaient déjà : le facteur islamiste et la folie sécuritaire. Après les interventions en Irak et en Afghanistan, l'État Islamique est devenu une menace que les acteurs – aussi bien locaux qu'étrangers – qui se disputent le pouvoir dans cette zone utilisent de différentes manières. D'un autre côté, les nouvelles attaques contre les droits civiques et politiques menées par les gouvernements européens au nom de la sécurité, représentent la plus grande menace contre nos libertés fondamentales.

L'élément suivant non plus n'est pas une nouveauté, mais il est peut être plus évident que jamais que la composante économique, commerciale, et financière des relations internationales est devenue la cause principale des guerres qui existent actuellement dans le monde, car l'enjeu c'est l'hégémonie globale. Washington développe des traités commerciaux et des investissements au caractère complètement néolibéral, et il les utilise pour freiner l'essor du Brésil, de la Russie, de l'Inde, d'Afrique du Sud et spécialement de la Chine. L'essor capitaliste des dénommés BRICS et les efforts qui sont faits pour limiter leur développement créent des contradictions entre capitalistes ainsi qu'une redéfinition de l'impérialisme. Ces dernières décennies, le monde unipolaire est en train de devenir multipolaire, avec des multinationales qui jouent un rôle plus important que jamais.

Le TTIP est la dernière des offensives du néolibéralisme, une de plus violentes. Selon certaines opinions, l'offensive définitive. Elle a été conçue par et au bénéfice des grandes compagnies. Ce ne sont pas de simples traités commerciaux, ils n'ont pas comme unique objectif de faire disparaître les tarifs douaniers déjà assez bas ; il s'agit d'une offensive générale menée par les grandes corporations qui cherchent à priver de droits et de législations la santé publique, l'agriculture, l'environnement ou le travail, pour n'en citer que quelques-uns. Les droits humains et les droits politiques sont également en danger. Tout cela n'est rien d'autre qu'une tentative pour éliminer toute législation actuelle ou à venir qui pourrait mettre en danger le commerce des grandes compagnies, notamment en Europe.

Une autre des caractéristiques du néolibéralisme c'est l'hégémonie culturelle, étroitement lié à une idéologie et à une forme concrète de consommation. Au niveau culturel, l'enjeu pour les petits peuples comme Euskal Herria est énorme et plus encore pour les peuples sans État, car l'offensive capitaliste et impérialiste détient déjà une industrie culturelle gigantesque, arme mortelle au service de la déstructuration des identités et des actions libératrices.

Un autre élément clef c'est le changement climatique. La dure réalité et la menace que représente le changement climatique devraient être en soi un argument suffisant pour modifier depuis la base le modèle de production et de consommation, mais il n'en est rien. Tout semble indiquer que ce sera une des plus grandes menaces que le capitalisme causera dans la première moitié du XXIème siècle.

Avec l'apparition de nouveaux processus d'émancipation basés sur la révolution démocratique en Amérique latine, vers la fin du XXème siècle, le dépérissement des stratégies basées sur l'insurrection armée et la négociation était évident. Les accords entre Cuba et les États Unis d'un côté et les accords entre les FARC et le gouvernement colombien symbolisent la fin de cette époque historique. Dans le même sens, la défaite des Tigres Tamouls (2009) fut un tournant dans l'ère des processus de négociation, une réalité qui s'est vue confirmée par l'impossibilité d'appliquer la légalité internationale reconnue par l'Assemblée de l'ONU pour les processus de Palestine et du Sahara Occidental. Avec toutes ses particularités, le conflit du Kurdistan est le seul qui maintient les composantes de ce modèle de lutte, avec un handicap non négligeable, qu'il est réparti dans quatre États qui aspirent à devenir une puissance dans la région. Dernièrement, le souhait de créer des conditions pour développer son projet confédéral mena le PKK à un cessez-le-feu qui aujourd'hui est terminé et qui ne laisse aucune place aux solutions bilatérales.

D'un autre côté le nouveau cycle qui naissait en 1998 au Venezuela et qui faisait face à l'offensive du néolibéralisme commence également à montrer ses limites et des signes de fatigue. Les différences entre les modèles post-néolibéraux qui se sont développés en Amérique Latine étaient évidentes depuis bien longtemps. Nous pouvons affirmer que d'un côté le Venezuela, la Bolivie et l'Équateur ont montré leur vocation à dépasser le stade du néolibéralisme via des processus constitutifs et des propositions, dans le cadre de ce qu'on a appelé le Socialisme du XXIème siècle. Alors qu'ailleurs, d'autres expériences de centre-gauche ont essayé de distribuer la richesse sans éradiquer le schéma néolibéral. Il semblerait que la fatigue ait atteint les uns et les autres comme le montrent les résultats électoraux en Argentine et au Venezuela ainsi que d'autres signes inquiétants que nous détectons au Brésil et en Équateur.

En Europe, la référence politique c'est vraisemblablement la droite, notamment en Hongrie et en Pologne, mais aussi dans toute l'Union européenne. La gauche européenne n'a pas su se servir de cette situation favorable. Elle n'a pas connecté avec la majorité de la société. En plus, la social-démocratie s'est déplacée nettement vers la droite, soutenant les politiques d'austérité conçues par la droite et par les pouvoirs économiques et financiers, et permettant ainsi des restrictions sociales jamais connues dans le modèle d'intégration européen.

2.1.1 Europe

Ne nous trompons pas, l'union Européenne n'est pas un simple projet économique. Derrière ce modèle économique néolibéral, patriarcal et non démocratique se cache un large éventail de décisions politiques cherchant à imposer un modèle de société très précis et réactionnaire.

La lutte idéologique dont nous parlions plus haut (institutionnelle ; culturelle, médiatique...) n'est pas conçue uniquement pour obtenir le pouvoir, mais aussi pour faire obstacle et rendre impossible quelque alternative politique réelle que ce soit allant contre l'impérialisme.

Nous pouvons mentionner différentes caractéristiques de ce modèle néolibéral en l'adaptant à la situation actuelle de l'Union Européenne :

- Régression démocratique. Cela se fait au travers d'outils et de groupes de pression de haut niveau (Troïka Banque Centrale Européenne, etc.), et le pouvoir réel est entre les mains de l'Allemagne et peu d'autres pays.
- Austérité. La constatation du désastre Grec – advenu bien avant la victoire de Syriza – n'a pas entraîné la fin des politiques d'austérité, même si bon nombre d'experts et la totalité des prix Nobel d'économie le réclamaient. D'un autre côté, les restrictions s'appliquent également dans d'autres pays sans que la Troïka ne l'impose directement. Depuis la Seconde Guerre Mondiale, dans l'ensemble de l'Union Européenne, la fracture sociale n'avait jamais été aussi grande qu'à l'heure actuelle. C'est pour ce motif, qu'aujourd'hui plus que jamais la lutte sociale est une priorité, la lutte pour la justice sociale est la priorité de la gauche. C'est le minimum qu'exige la disparition de l'investissement et de la dépense sociale et le démantèlement des services sociaux et publics.
- Droits de la femme. En Europe il y a eu une régression des droits des femmes obtenus après tant de luttes historiques. Cette régression s'est produite à tous les niveaux : conditions de vie, régression idéologique, droits sexuels et de reproduction, mécanismes pour le contrôle du corps, droits des couples lesbiens, retour en force des stéréotypes et des rôles traditionnels...
- La réforme du travail. La majorité conservatrice de l'Union Européenne est en train de promouvoir-concevoir une nouvelle réforme du travail. Son objectif est d'amplifier les particularités les plus inquiétantes des réformes déjà effectuées que nous connaissons et que nous subissons de nos jours.
- Fermeture de frontières. Notamment les frontières extérieures, mais aussi les frontières « intérieures » entre États membres ; tout cela sous prétexte de l'arrivée des réfugiés.
- Sécurité. En lien avec la question des réfugiés et avec le facteur islamiste, restriction de plus en plus importante des droits et des libertés, pour le bonheur de la droite. « Nous » et les « Autres », c'est le dangereux message qui est diffusé par cette attitude, un message xénophobe et raciste. La lutte contre le fascisme redevient une nécessité.

La Gauche Abertzale – mais aussi EH Bildu, car autour de ces sujets il peut y avoir des points communs – devra ouvrir un débat en profondeur sur l'intégration européenne. Pendant ce temps il conviendrait de surveiller la terminologie utilisée et les positions prises. C'est pour cela, mais aussi par conviction, que la majorité de la gauche se situe dans la sphère des eurocritiques, luttant pour une autre Europe. Une Europe sociale, pour l'égalité, la justice sociale, le féminisme et l'écologie, dans la défense des droits de toutes les personnes, en plaçant au premier plan les droits civiques et politiques des personnes et des peuples et en se dressant contre toute attitude

fasciste. Cependant, il est également vrai que dans le secteur de la gauche sont apparus quelques mouvements avec un discours basé sur un Plan B, c'est-à-dire, qui envisagent la possibilité de sortir de l'euro. Ce débat-là ne date pas d'hier, mais ce qui s'est passé en Grèce l'a ravivé.

La Grèce et la question des réfugiés n'ont pas été les seuls sujets vedettes de la politique en 2015. Les nouveaux processus souverainistes – Écosse, Catalogne – et les obstacles qu'ils ont rencontrés ont été au centre du débat politique. Dans tous les cas, l'Union Européenne n'a pas de protocole démocratique pour affronter les expansions internes ou pour canaliser les souhaits et les décisions des majorités nationales.

En 2006 et en 2008 le Monténégro et le Kosovo remirent en cause les frontières de l'Europe, s'appuyant sur l'exercice des droits démocratiques de souveraineté mais en même temps conditionnés par les interventions directes ou indirectes de l'OTAN. Dans une logique tout à fait inverse, la Russie a soutenu quelques processus indépendantistes : l'Abkhazie et l'Ossétie dans le sud du Caucase ; la Transnistrie (Moldavie) et la République serbe de Bosnie, qui étaient dans les limbes de la législation internationale ; et dans le conflit Ukrainien, la Crimée et/ou les républiques de Donetsk et de Lugansk.

Toujours est-il que la voie de la souveraineté totale basée dans la légalité fut ouverte par le Groenland (2008), lorsqu'elle vota un statut d'autonomie qui intégrait le droit à l'autodétermination et donc ouvrait la porte à l'indépendance. Deux ans plus tard, les Îles Féroé approuvaient leur propre constitution. Celle-ci n'établit pas un état mais comporte le droit à l'autodétermination et la possibilité de l'exercer à tout moment. En tout état de cause, le Danemark n'est pas l'Espagne, et Groenland et le Îles Féroé ne sont pas comparables à Euskal Herria et à la Catalogne, ni démographiquement ni économiquement parlant.

En ce qui concerne l'Union européenne, grâce aux Écossais (SNP, 2007) et aux flamants (N-VA Nieuw-Vlaamse Alliantie, 2010) les mouvements et propositions indépendantistes firent un bond en avant : même si aux élections ils finirent loin de la majorité absolue, ils se placèrent en tant que première force politique. Les Écossais et les Flamants ont pris le relais du modèle québécois, en l'adaptant à leurs réalités respectives. En 2011, le SNP gagnait les élections avec la majorité absolue et, tenant sa parole et sans opposition de la Grande Bretagne, il impulsa le référendum de 2014. En Flandres, en 2014, le N-VA se présenta aux élections avec un programme qui proposait de réduire l'État belge à son minimum et d'avancer dans la voie de la confédération, sachant qu'un soutien électoral de 30 % ne lui permettait pas d'affronter un référendum indépendantiste et que le modèle confédéral suppose de fait une scission.

En dernier, une fois que l'Espagne a fermé les portes à toute possibilité de solutions bilatérales, la Catalogne opta clairement pour un processus souverainiste unilatéral. Les cas de l'Écosse et de la Catalogne ont inscrit la revendication du droit de décider dans l'agenda de l'Union Européenne. Par conséquent, l'indépendance en tant que projet politique s'est renforcée dans notre contexte géographique le plus proche et de nouvelles opportunités sont apparues pour que nous puissions avancer dans notre propre projet indépendantiste.

Brexit ou la sortie du Royaume-Uni de l'UE. Un facteur à prendre en compte dans un futur proche. Pas parce que cela pourrait transformer l'Union Européenne, mais parce que le référendum de l'année prochaine aura des conséquences directes sur l'Irlande, l'Écosse et le Pays de Galles. Le

Sinn-Fein irlandais et le SNP écossais ont déjà annoncé qu'ils vont promouvoir ou exiger leurs propres consultations.

2.1.2 État français

l'État français est plongé dans un processus de réformes qui est en train d'apporter des changements structurels, restructuration territoriale incluse. La France cherche à trouver des solutions à la récession économique et aux problèmes de ses structures productives (dépendance par rapport aux grandes entreprises et aux multinationales étrangères) par des politiques libérales. Rien de neuf là-dedans. Néanmoins, par rapport aux offensives antérieures, sous prétexte qu'il faut appliquer les politiques d'austérité imposées par l'Europe, le gouvernement du PS dirigé par Hollande et Valls a décidé d'altérer les piliers de l'État Social érigé après la IIème Guerre Mondiale.

Dans cette conjoncture, des changements notoires s'opèrent dernièrement dans la sphère politique. Le Front National de Marine Le Pen a sans l'ombre d'un doute défini l'agenda politique français. Hollande parie en ce moment sur le patriotisme, croyant que cela lui octroiera un certain avantage dans les sondages d'opinion et dans les urnes. Mais copier les discours de l'extrême droite a toujours été la meilleure manière de l'alimenter. Et c'est précisément ce qu'ils sont en train de faire avec les questions sécuritaires, avec le sujet des réfugiés...

En ce qui concerne l'organisation institutionnelle, ces dernières années le processus de recentralisation de l'État c'est accéléré. Ce processus a pris trois directions. D'un côté, réforme de la carte régionale, passant de 24 régions à la configuration de 11 macro-régions. Ipar Euskal Herria fera partie d'une nouvelle macro-région de 6 millions d'habitants qui réunie les anciennes régions d'Aquitaine, du Poitou-Charentes et du Limousin. D'un autre côté, réduction des compétences des départements. Et pour finir, élargissement des collectivités territoriales et développement de leurs compétences, avec un objectif évident : obliger les 6 000 communes de l'État français (notamment un grand nombre de petites communes) à entrer dans une dynamique d'intégration et d'union. Il faut souligner que l'accélération du processus de recentralisation a renforcé l'idée favorable à la reconnaissance politique dans les territoires nationaux : en Bretagne, en Occitanie, en Alsace, mais le débat sur le statut politique est très présent particulièrement en Ipar Euskal Herria et en Corse.

En juin 2014, l'organisation armée FLNC annonça la fin définitive des actions. Cette annonce unilatérale précédait l'accord de base et les décisions convenues à la collectivité territoriale Corse. Ces dernières années, la Collectivité Territoriale a adopté à la majorité des mesures et des revendications concrètes autour de trois éléments, même en sachant qu'ils n'avaient pas leur place dans la Constitution française. Premier élément : nécessité d'un statut d'autonomie basé sur la reconnaissance du peuple corse et doté de son propre système fiscal. Deuxième élément : officialité de langue Corse. Troisième élément : statut de résident Corse, ce qui servirait pour réguler les terres et le logement, conditionnant ainsi le droit à la propriété privée et le pouvoir de transaction à l'organisation d'un projet de vie en Corse (travailler et vivre en Corse). La décision prise par le FLNC en juin 2014 fut comprise de la part de tous les acteurs comme une avancée importante pour ouvrir la voie accordée et approuvée publiquement par la Collectivité Territoriale. Maintenant il faut ajouter à cette feuille de route un élément important : la libération des prisonniers politiques corses. Dans les dernières élections cette dynamique a été fructueuse, avec la victoire de la coalition des indépendantistes et des autonomistes.

2.1.3 État espagnol

Nous avons tendance à dire que l'État espagnol vit une crise multiple (économique, sociale, institutionnelle et territoriale), et que toutes ces crises se répercutent entre elles. La crise financière internationale qui éclata il y a 7-8 ans frappa l'État espagnol de manière spéciale et différenciée, ce qui fit éclater les problèmes accumulés pendant des années – le modèle de production basé sur la construction, par exemple – et mis en évidence les carences structurelles – le modèle d'État des Autonomies, par exemple –.

Ils veulent faire croire à une croissance économique alors que la majeure partie du travail est partiel et instable. Le nombre d'heures travaillées n'a pas augmenté – elles ont été réparties entre plus de gens – et les conditions professionnelles ont empiré en même temps que les conditions salariales. Ainsi, nous assistons à l'apparition d'un phénomène nouveau : avoir un travail ne garanti pas d'échapper à la pauvreté. De plus, la dénommée crise de l'aide à domicile s'est accentuée, expulsant ainsi beaucoup de femmes du travail productif et/ou leur imposant la surcharge du travail reproductif.

Les pouvoirs financiers et de l'oligarchie ont continué d'accumuler les richesses, ce qui n'a fait qu'agrandir le fossé entre les riches et les pauvres. En même temps, sous prétexte de la crise, ils ont restreint les services sociaux et le secteur public, nuisant une fois de plus aux secteurs les plus démunis – jeunes, femmes et immigrants – pendant que le trou financier provoqué par les excès des banques continue d'être comblé avec notre argent. Les sauvetages financiers réalisés par l'Europe pour sauver les banques et les conditions qu'elle a établies ont servi d'excuse pour imposer aux secteurs populaires et à la classe ouvrière des nouvelles restrictions. La crise économique – ou son utilisation – a accentué la crise sociale jusqu'à ce que cela devienne une épidémie. Tout cela peut s'appliquer à la situation de Hego Euskal Herria.

Pour toutes ces raisons, il est encore plus difficile pour les citoyens de voir à quel point la corruption est ancrée là où l'on se partage le pouvoir. Cela a nui à la crédibilité du système tout entier. Pour la première fois, aux yeux des citoyens espagnols, la légitimité du régime de 78 est remise en question.

Avec la crise économique et la corruption, le débat sur le modèle d'État a été ouvert. À l'époque ils inventaient un système monolithique, avec pour objectif d'estomper les spécificités d'Euskal Herria, de la Galice et de la Catalogne et, de nos jours, beaucoup de voix s'élèvent pour dire que ce modèle n'est pas réaliste. Il existe une soif de recentralisation et ils pourraient essayer d'en profiter, ce qui porterait préjudice aux spécificités nationales dont nous parlons.

Dans ce contexte nous comprenons avec encore plus de clarté le processus indépendantiste mis en place en Catalogne. On est passé très rapidement de l'énorme frustration provoquée par l'État face à la tentative de rénover le statut catalan, à l'espérance qu'a suscité la revendication de l'indépendance. C'est le peuple qui a encouragé et avivé le processus et qui a fait évoluer les positions des partis, au point d'obtenir au Parlement la majorité indépendantiste avec le mandat de mener le processus jusqu'au bout.

Pendant ce temps, reste à savoir comment le gouvernement de l'État sera formé ou s'il faudra de nouvelles élections. Cela a laissé différentes questions dans une situation d'impasse. Il y a

longtemps que nous entendons que dans la prochaine législature, après que cette crise multiple ait laissé tant de casseroles, il faudra réformer la Constitution. La possibilité d'une réforme en profondeur s'est diluée petit à petit, plus encore en ce qui concerne le fait de répondre aux besoins des nations sans État. Grâce à la crise créée par la Catalogne, la revendication du droit de décider est plus présente que jamais, mais il ne semblerait pas que de la part de l'État il y ait une volonté quelconque de trouver une issue démocratique.

2.2 Euskal Herria

2.2.1 Sur l'Euskal Herria d'aujourd'hui

Pour ne pas interrompre le fil de la lecture, cette section a été incluse dans l'annexe A. Nous y analysons certaines caractéristiques basiques de l'Euskal Herria dans laquelle nous vivons actuellement. Ce sont les suivantes :

- Organisation territoriale
- Évolution des valeurs sociales
- Environnement et patrimoine naturel
- Démographie et structure sociale
- Structure économique et productive
- Évolution linguistique
- Assimilation culturelle et praxis centrifuge

2.2.2 Sur le parcours des dernières années

Étant donné que dans le bilan sur le changement de cycle provoqué par Zutik Euskal Herria nous avons déjà exposé beaucoup d'éléments, cette analyse sur la situation d'Euskal Herria sera assez brève. En résumant beaucoup, nous pouvons dire que notre peuple se trouve à un carrefour, dû à des facteurs internes comme externes. Dans les années à venir nous devons essayer de sortir de ce croisement pour promouvoir le processus indépendantiste.

Les réformes en cours ou à venir, aussi bien dans l'État espagnol que dans l'État français auront une influence sur la situation. En plus, les temps ne sont pas les mêmes dans un État ou dans l'autre. En ce qui concerne l'apar Euskal Herria, avec la mise en place de l'EPCI nous fermons un cycle qui démarra en 1994 avec l'initiative « Pays Basque 2010 ». À partir de là commence un nouveau cycle qui devra être le plus court possible mais qui pourrait durer 15-20ans. Cela exige une réflexion en profondeur.

Dans l'État espagnol aussi on annonce des réformes pour la prochaine législature, mais en Euskal Herria il y a bien longtemps que le débat frappe à la porte. Bien que dernièrement, dû au fait

qu'au parlement de Gasteiz certaines forces politiques ont tenté de l'étouffer et que de notre côté nous n'avons pas su le mettre sur le porter au-devant de la scène, il est actuellement « au repos ». Il s'est également produit un phénomène curieux : étant donné que les menaces de recentralisation ont dans leur ligne de mire le Concert de la CAB (communauté autonome basque) et la Convention de Nafarroa et que le PNB a voulu se distancier du processus catalan, le parti jeltzale s'est mis à revendiquer la voie de l'autonomie basque (« les Catalans voudraient bien, avoir le système du Concert »). Une fois de plus, le PNB s'adonne à vanter les supposées vertus d'un cadre légal obsolète, et pour les élections qui vont se dérouler cette année il proposera de développer l'autonomie.

C'est quelque chose qu'UPN n'a pas pu réaliser en Nafarroa car le régime, rongé par la corruption et poussé par les contestations populaires, s'est effondré. Cela a été un changement politique à caractère social. Cependant, c'est arrivé difficilement et par des résultats électoraux serrés ce qui, comme il est normal, a poussé les partis de coalition au pouvoir à être prévoyant avant de s'embarquer dans une telle aventure. Les attaques seront énormes, nous avons devant nous toute une législature pour avancer dans la voie du changement et pour la consolider. Dans la CAB aussi une nouvelle législature va bientôt commencer, cela peut supposer une opportunité pour rapprocher les deux territoires et franchir un cap important dans les élections forales et autonomiques de 2019-2020. Les conclusions du processus Abian nous devons également les affronter par ce biais, afin de socialiser les propositions adéquates avec un minimum de perspective et réussir une activation populaire suffisante et intégrer à la logique de la stratégie exposer plus loin.

Le changement de cycle s'est mis en marche sur la base du dépassement du conflit et, même si objectivement les conditions étaient optimales, il n'a pas pris le cap qu'exigeait le processus politique. Peut-être devrions-nous lever les yeux pour nous rendre compte comme il se doit de la conjoncture politique et historique que nous vivons et éviter que les angoisses du moment nous perturbent.

Du point de vue du processus de libération nous sommes dans une phase de transition, entre un modèle autonome basé dans la division territoriale et un nouveau schéma qui cherche à structurer la reconnaissance nationale et un pouvoir politique souverain. Cette transition s'initia avec Lizarra-Garazi, car c'est à cette époque que l'invalidité du modèle autonome a été confirmée. Par les carences qu'il y a eues et les erreurs commises au moment de gérer cette transition, tant par Gauche Abertzale que par d'autres acteurs politiques, c'est bien différent. Lizarra-Garazi, le Plan Ibarretxe et les conversations de Loiola ont été des opportunités gâchées, et cela a laissé un substrat pour pouvoir aborder cette transition politique en toute confiance.

Le changement de cycle a récupéré et rénové les bases pour y arriver, même récemment nous sommes entrés dans une phase de reflux. Néanmoins, les conditions existent pour reprendre la stratégie indépendantiste et du changement social, sortir de ce carrefour et pour avancer dans le processus de libération.

3. LE PROJET POLITIQUE DE LA GAUCHE ABERTZALE

Une Euskal Herria indépendante, socialiste, euskaldun, féministe, voilà les objectifs stratégiques de la Gauche Abertzale, sans l'ombre d'un doute. Partant de là, dans ce document nous proposons une présentation plus compacte de notre projet politique, admettant que dans la phase qui commence maintenant le développement du processus indépendantiste l'exige ainsi.

La Gauche Abertzale, lorsqu'elle rassembla la libération nationale et la libération sociale en affirmant qu'elles étaient les deux faces d'une même médaille, a fixé des bases idéologiques solides. Cela a été une des plus grandes contributions idéologiques dans l'histoire de la Gauche Abertzale. Cette synthèse a été la base d'un mouvement sociopolitique qui est toujours là, une proposition pour la lutte politique que beaucoup de secteurs populaires se sont appropriée.

Cette contribution délimita la base idéologique de la communauté dénommée Gauche Abertzale, qui propose un même cap partagé par différentes visions idéologiques. Partant de là ; nous avons dit que notre projet politique est l'indépendance et le socialisme, qui incluait dès le premier instant l'objectif d'une Euskal Herria euskaldun et qui ensuite s'est vu complété par le féminisme. Le fait d'avoir ajouté le féminisme découle de la reconnaissance politique du conflit sexiste. Alors qu'à la base idéologique de la Gauche Abertzale le croisement des trois oppressions – nationale, sociale, patriarcale – était déjà théorisé, les trois conflits sont maintenant placés au même niveau. Ces bases idéologiques du projet politique, outre des objectifs en soi, ils représentent le contenu et la ligne de conduite d'un processus libérateur qui doit parcourir toute l'action politique et définir les avancées intermédiaires.

Tout le long de son parcours, la Gauche Abertzale a été capable de mettre à jour sa théorie politique de base – ce que nous pourrions appeler la théorie abertzale –, parfois comme conséquence des changements sociaux et politiques survenus chez nous et d'autre fois influencée par les processus politico-idéologiques mondiaux. La Gauche Abertzale, souvent sans s'en rendre pratiquement compte et d'autre fois suite à de longs débats, a mené cette actualisation permanente en écartant intuitivement l'orthodoxie de sa création théorique, en puisant dans beaucoup de sources, en essayant de s'adapter aux conditions de chaque période et en cherchant toujours le soutien du peuple. De fait, une des grandes qualités de la culture politique de la Gauche Abertzale a été de savoir connecter avec la société basque plurielle et de savoir s'approprier les revendications sociales et nationales. C'est précisément l'enjeu auquel nous faisons face aujourd'hui, pour que dans cette phase politique le processus de libération avance de manière décisive.

Il est nécessaire de se renouveler et de s'adapter, mais – même si de nombreuses décennies se sont écoulées et que nous avons traversé différents contextes historiques – nous devons prendre en considération que cette synthèse est plus que jamais d'actualité. Maintenant que l'impérialisme patriarcal domine le monde globalisé, maintenant que la social-démocratie a échoué et que les États libéraux sont au service des marchés financiers, les projets indépendantistes sont devenus l'espérance pour l'émancipation sociale en Europe.

Nous vivons une crise systémique du capitalisme, une accumulation de multiples crises qui peut aller jusqu'à mettre en danger la vie elle-même. Tout semble indiquer que ce siècle XXI sera caractérisé par le choc entre la vie et le capital. Dans ce contexte global, la revendication de la souveraineté a acquis un caractère socialement transformateur : la nécessité d'avoir nos propres structures d'État afin de pouvoir garantir aux citoyens une vie digne, soutenable et démocratique est chaque fois plus évident. À cet égard, le processus de construction de notre propre État est, plus que jamais, devenu un projet d'émancipation sociale. Dans le contexte historique actuel, il n'existe pas, pour l'ensemble de l'Europe, un projet populaire anti-oligarchique autre que les projets indépendantistes.

Dans cette phase du processus de libération sont nécessaires des alliances larges entre différents secteurs et classes sociales touchés par les politiques de l'oligarchie d'Europe/Espagne/France – les salariés de l'industrie, les employés des services publics, les petits entrepreneurs, les précaires, les travailleurs à domicile, les intellectuels, les retraités... –. Dans cette phase et dans ce contexte historique, développer le projet indépendantiste – même si tous les objectifs stratégiques n'ont pas encore été atteints – c'est la proposition la plus révolutionnaire qui peut être faite, car, comme nous venons de le dire, il n'y a actuellement aucun projet anti-oligarchique qui soit plus solide que les projets indépendantistes, parce qu'ils sont intrinsèquement favorables à la transformation sociale et aux intérêts de la classe ouvrière, des femmes et des projets populaires. Le projet de construire un État indépendant est le projet d'un État différent, un projet de construire d'autres rapports de pouvoir.

C'est pour cela que nous voulons contribuer à la création d'un mouvement indépendantiste large et hégémonique. D'une part, comme nous l'avons déjà dit, parce que c'est la voie pour avancer dans la transformation sociale ; d'autre part, parce que l'obtention de l'État Basque – avec toutes ses limites –, remporté par ce mouvement indépendantiste large, octroierait à la Gauche Abertzale de nouvelles possibilités pour réaliser pleinement son projet politique. Il lui ouvrirait la voie du socialisme – un socialisme rénové et adapté à Euskal Herria, converti en synonyme de radicalisation de la démocratie – car il aurait tous les outils nécessaires afin de développer la construction nationale et la transformation sociale.

Le modèle d'État que nous construirons sera à l'image du travail fourni. C'est pour cela qu'est venu le moment mettre le débat autour de certaines particularités du modèle d'État que nous souhaitons, sans jamais oublier que chaque débat doit avoir lieu en son temps et sans nous enliser dans des discussions inutiles. En ce qui concerne la configuration politique de l'État, l'idée installée dans l'imaginaire collectif de la Gauche Abertzale c'est l'État jacobin. Cependant, les paradigmes émancipateurs du siècle XXI avancent d'autres modèles d'État (décentralisés, ancrés dans la communauté, etc). S'offre à nous l'opportunité d'offrir à la communauté basque un modèle d'État démocratique et innovateur, un modèle d'État dans lequel l'articulation entre les différents territoires se fasse en priorité de bas en haut et, en ce qui concerne les mairies, les régions et les domaines politico-administratifs actuels le modèle à caractère confédéral soit adopté.

En résumé, la nôtre est une **Stratégie indépendantiste transformatrice** et elle a comme objectif le **Socialisme Basque**, qui s'appropriera l'indispensable contribution du féminisme en tant qu'axe essentiel. De la même manière, face au capitalisme uniformisateur nous parions sur la construction d'une Euskal Herria euskaldun et composée par des euskalduns plurilingues.

Par conséquent, l'État Basque n'est pas l'objectif absolu mais un outil pour la transformation sociale, un outil au service de l'objectif stratégique suprême : le Socialisme Basque, la radicalisation de la démocratie basque dans tous les domaines de la vie. Le Socialisme Basque est l'objectif le plus haut afin de promouvoir la voie qui mène à l'éradication de toute oppression nationale, de classe ou sexiste, un outil qui vient éliminer complètement la prédominance de la propriété privée des moyens de production et l'exploitation/oppression de la main-d'œuvre. En conséquence, la **construction de l'État Basque** est un processus émancipateur, un projet de transformation sociale, le **processus de transition** vers le Socialisme Basque.

Avec cette formule nous souhaitons faire une relecture de notre projet politique au vu du nouveau contexte historique dans lequel nous nous trouvons, en essayant de l'interpréter en tenant compte des conditions historiques du XXIème siècle :

- Notre objectif c'est le socialisme, un socialisme adapté à l'idiosyncrasie et aux caractéristiques sociales, politiques et culturelles propres à notre peuple. Qui plus est, nous parlons d'un modèle de socialisme basé sur le tissu communautaire, la tendance à l'auto-organisation et sur l'essor associatif qui ont caractérisé l'Euskal Herria au fil des siècles.
- Nous nous plaçons dans les paramètres du socialisme du XXIème siècle et, par conséquent, nous voyons les socialismes comme la radicalisation absolue de la démocratie.
- Le socialisme Basque a comme base essentielle la contribution que fait le féminisme afin d'inverser les rapports de pouvoir du système capitaliste patriarcal. En dépassant le modèle patriarcal de la société, nous voulons, construire une société basée sur une nouvelle forme de relations entre les femmes et les hommes, en inversant les rapports de pouvoir. Nous promovons la transformation féministe de la société actuelle.
- Nous comprenons également la lutte pour l'euskara et la culture basque comme des éléments de libération sociale. De fait, se positionner en faveur d'une culture minoritaire est une position d'insubordination face aux tendances dominatrices, car le droit de notre communauté à vivre en euskara est ce qui se trouve au centre du conflit linguistique, il est en rapport avec la justice sociale.
- Nous allons construire le socialisme de manière dialectique, en examinant les nouvelles données des processus sociaux, et en faisant des propositions théoriques et pratiques plus développées. La Gauche Abertzale doit se sentir forte face aux enjeux des prochaines décennies, afin de structurer dans notre pays un Socialisme Basque attaché à sa culture et à ses formes sociales, afin de mener un processus de démocratisation radical dans tous les domaines de la vie.
- Comme nous avons dit, l'indépendantisme est un projet d'émancipation sociale, un processus d'autonomisation et de mobilisation de segments populaires larges, un processus généralisé de politisation de la société, c'est-à-dire, une **révolution démocratique**.
- En résumé, **le Processus Indépendantiste Transformateur est un processus de transition vers le Socialisme Basque, à savoir, un processus démocratique révolutionnaire.**

Pour finir nous allons parler de l'importance que les individualités ont dans notre projet politique. La Gauche Abertzale est composée de personnes et, par conséquent, les personnes nous sommes la base du processus de développement du projet politique. Nous devons transformer les valeurs du Socialisme Basque en une pratique quotidienne, et le modèle de vie basé sur ces valeurs doit être le choix personnel de chacun d'entre nous, qui alimentera le projet collectif, car l'action émancipatrice collective fera de nous des personnes libres.

4. COMMENT ET OU VA-T-ON, ACTUALISATION DE LA STRATÉGIE : DÉCANTATION INDÉPENDANTISTE

Les États n'ont aucune offre politique qui puisse exaucer les aspirations et les nécessités relatives à la citoyenneté basque. Au contraire, ils s'obstinent dans la négation, l'imposition, l'assimilation, et, à l'occasion ils cherchent même à centraliser davantage encore. En même temps, du moins à ce jour, on n'écarte aucune possibilité de convenir à l'établissement d'un cadre démocratique qui puisse accepter effectivement tous les projets politiques. Les États manquent de la maturité politique nécessaire pour adopter une solution intégrale et complète ayant ce genre de caractéristiques. À cause de leur faiblesse stratégique ils ont peur de tels exercices.

Face à cette situation, la Gauche Abertzale pense que ce qu'elle a à faire c'est de renforcer en Euskal Herria la voie de l'indépendance de sorte que cette idée devienne hégémonique dans la société basque. **Seul un processus souverainiste unilatéral pourra nous amener vers des scénarios véritablement démocratiques. Seul un processus souverainiste unilatéral peut garantir le développement de l'identité basque sans discriminations ni réductions des droits. Seul un processus de ce genre peut procurer la matérialisation graduelle d'un changement social et la garantie des droits sociaux en donnant la priorité à la protection et à l'émancipation des travailleurs et des classes populaires. Seul un processus de cette nature pourrait créer un rapport de force suffisant pour qu'un jour il soit possible d'adopter et d'accepter de véritables voies de solution.**

En conséquence, l'enjeu, c'est de créer un mouvement indépendantiste ample, pluriel, solide et efficace. Un mouvement qui soit capable de mener jusqu'au bout cette hégémonie idéologique indépendantiste en créant les conditions pour progresser et se défendre des attaques. C'est seulement à ce prix que l'on peut étouffer ou enrayer l'absence de vision des États et faire en sorte que les positions des forces politiques et des divers acteurs évoluent.

C'est cette logique que nous avons qualifié de « **décantation indépendantiste** ». C'est un concept clef d'actualisation de la stratégie. Il s'agit d'un choix que nous avons à faire entre plusieurs. Fruits de beaucoup d'efforts et de chemins parcourus en somme. Et, le plus fondamental, un choix qui va nous requérir d'organiser et de relancer tout un peuple de manière efficace. On mènera à bien le fruit, l'accumulation et la décantation de nombreuses contributions pour que nous puissions

progresser pour construire et obtenir l'indépendance autour de deux grands axes : la confrontation démocratique contre la négation et l'oppression et l'activation populaire indispensable pour ce faire, car Euskal Herria continue d'être un peuple soumis, opprimé et morcelé.

4.1 Régénérer l'offre indépendantiste

L'horizon temporel de l'indépendance ne correspond pas en soi au moment de l'indépendance, sinon au temps nécessaire pour obtenir l'indépendance. Cela veut dire qu'une fois dépassé la longue période de résistance-survivance, l'indépendance reste l'objectif de cette ère. À vrai dire, la résistance et la construction d'alternatives sont toujours unies, la défensive et l'offensive vont toujours main dans la main. La question est dans la mesure, c'est-à-dire, qui est-ce qui s'impose dans cette relation complexe ? Durant des années, en Euskal Herria et bien sûr aussi dans la Gauche Abertzale, se sont imposés la résistance et la défensive, car la clef c'était de résister pour ne pas périr face aux attaques (comme culture populaire, comme mouvement, comme projet...) Maintenant sans vouloir considérer pour autant que la résistance et les tendances/postures défensives sont épuisées la construction d'un projet alternatif doit s'imposer. L'horizon d'Euskal Herria n'est pas d'échapper à la mort, mais de bâtir une nouvelle façon de vivre, et l'idée régulatrice de la lutte de cette période c'est l'indépendance.

Dans cette ère, la clef est d'obtenir que les intérêts et les désirs de la majorité de la population s'associent à l'indépendance. C'est-à-dire, faire en sorte que l'indépendance se transforme en une aspiration majoritaire, établir et mettre en pratique une stratégie fructueuse pour la concrétiser. L'indépendance se doit de devenir un désir de la majorité de la population et pas seulement l'idéologie d'un parti.

Le projet indépendantiste doit être capable d'additionner de grandes majorités sociales. Il faut obtenir une hégémonie d'idées et de valeurs, l'hégémonie culturelle/idéologique, une hégémonie qui puisse surpasser la concurrence – les intérêts – entre les partis et qui, en même temps, conditionne leurs pratiques erronées.

En conséquence, l'offre indépendantiste doit aller au-delà des traditions indépendantistes habituelles. Or cela exige des indépendantistes de gauche qui adhèrent à l'idée d'un Etat basque qu'ils renouvellent leurs points de vue sur deux aspects.

En premier lieu, faisons un petit retour en arrière. Pour pouvoir mener jusqu'au bout cette phase du processus il est nécessaire d'avoir une accumulation de force indépendantistes la plus large possible. Pour cela il faudra agglutiner et attirer des secteurs qui jusque-là ont eu des points de vue différents et à de nombreuses occasions opposés. Si nous regardons l'évolution du processus indépendantiste uniquement comme le développement de l'histoire de la Gauche Abertzale, en le considérant en plus comme l'élément indispensable de la pleine légitimation de toute notre trajectoire, nous ne réussissons jamais. Toutes celles et ceux d'entre nous qui sommes de la Gauche Abertzale devons nous joindre au pari de l'indépendance, mais toutes celles et ceux qui font ce même pari ne sont pas obligés d'assumer notre trajectoire.

En second lieu en regardant vers l'avenir. Il faut agglutiner d'autres secteurs, pour cela il est nécessaire d'actualiser ou de régénérer l'offre indépendantiste, construire une nouvelle histoire

indépendantiste, pour que l'État Basque soit l'option à laquelle adhèrent des secteurs de plus en plus larges. En plus des raisons liées à notre identité nationale, l'offre renouvelée doit répondre aux besoins des citoyens basques, tant du point de vue des nécessités matérielles (travail, habitat, alimentation, terre, énergie, protection sociale, éducation, santé...) que de celles d'aspirations sociales partagées (participation, parité, libertés démocratiques, diversité culturelle, liberté sexuelle...). L'égalité, la démocratie et la justice doivent être les symboles de la nouvelle offre indépendantiste.

En plus, nous devons tenir compte des générations à venir qui ne connaîtront seulement que la nouvelle époque, et l'offre que nous leur faisons ne peut être une offre qui ne regarde que le passé. Ces générations commenceront par élaborer une nouvelle histoire et l'indépendantisme doit être l'axe de cette histoire. Être citoyenne ou citoyen basque et avoir son propre État doit être une connexion naturelle pour eux. L'indépendance doit leur être attractive, jusqu'à ce que les propositions tactiques deviennent chaque fois plus porteuses.

Cette proposition renouvelée devrait être travaillée et mise au point entre différents acteurs. Il est évident que la participation d'EH Bildu et d'EH Bai à cet exercice est fondamentale, puisqu'à ce jour ils représentent une bonne partie de l'espace politique souverainiste. Nous participerons au débat et aux décisions qui se formaliseront dans le cadre de ces alliances, aux côtés d'autres compagnons de voyage. Cependant, avec tout le respect qu'il se doit, nous ne pouvons qu'aboutir à la conclusion suivante : EH Bildu et EH Bai devront prendre part à l'élaboration et à la formalisation d'une nouvelle offre renouvelée que nécessite le projet indépendantiste.

4.2. Construction citoyenne basque comme axe

En substance, le Processus indépendantiste Transformateur est l'actualisation de ce qu'historiquement nous avons intitulé Stratégie de Construction Nationale (commencer à construire Euskal Herria dès aujourd'hui, sans attendre un jour J). Cette stratégie doit être adaptée aux conditions du XXI siècle, et poussée jusqu'à son expression maximale dans l'objectif de mettre en forme un Etat basque. C'est pourquoi nous évoluons dans un scénario connu, même si nous sommes dans des conditions historiques nouvelles. Comme nous l'avons indiqué dans la définition du projet politique, nous sommes face à une opportunité exceptionnelle pour organiser un vaste processus populaire anti oligarchique, qui amènera des avancées vers la construction d'un modèle de société plus juste et plus démocratique. En même temps, ce processus nous permettra d'atteindre les structures d'État nécessaires pour approfondir notre projet politique.

Le processus indépendantiste suit une voie principale : le processus populaire que nous allons mettre en forme avec de vastes secteurs populaires ; l'offre souverainiste s'adressant à des larges secteurs de la société basque, c'est-à-dire, le processus cumulatif de construction d'un Etat basque. Cette offre que nous avons intitulée Euskal Bidea ou « Voie Basque » nous l'avons présenté comme un « processus constituant » associé aux logiques de la construction citoyenne basque (*Herrigintza*). Il faut préciser que lorsque nous parlons de « processus constituant » nous nous référons à la dynamique d'auto organisation d'un peuple-nation-Etat, et non à la phase du processus dans lequel le moment de rupture est presque là ou est déjà arrivé.

Au fond, Euskal Bidea c'est le processus d'organisation de nouveaux espaces de pouvoir, la construction de la Démocratie Basque. Euskal Bidea doit avoir comme axe le travail quotidien le travail d'*herrigintza* mené par des acteurs et citoyen-ne-s de la société civile. Il faut donner une dimension matérielle à la revendication de la souveraineté. Elle doit être défendue par des projets concrets. Il faut la situer dans la perspective de la construction d'un Etat, c'est-à-dire en organiser les ressorts matériels de pouvoir. Comme nous l'avons dit, nous ne sommes pas en train de proposer quelque chose de nouveau, mais simplement d'actualiser ce qu'historiquement nous avons appelé la stratégie de Construction Nationale. Nous devons définir les projets qui constitueront les piliers du processus souverainiste et les articuler entre eux aussi bien du point de vue économique, social et culturel que du point de vue du processus de résolution.

Cette dimension populaire d'Euskal Bidea constituera la base d'actualisation/concentration des statuts juridiques. Euskal Bidea propose trois processus constitutants, en prenant en compte les institutions actuelles comme point de départ d'un scénario de construction de l'État basque – dans l'alinéa 4.3 cette dimension institutionnelle y est approfondie -. Ces deux dimensions sont totalement imbriquées car la dichotomie entre la construction de l'État et *herrigintza* (construction citoyenne basque) est fautive. Nous devons travailler sur les deux plans, en préservant les équilibres et en agissant avec audace.

Euskal Bidea a besoin d'une confrontation démocratique comme levier car le processus souverainiste ne sera pas un long fleuve tranquille. Même si les conditions objectives sont favorables, sans mobilisation sociale il avancera difficilement. Pour activer et mobiliser les citoyen-ne-s on a besoin de processus qui polarisent la société. Sans confrontation démocratique il sera difficile d'obtenir la tension sociale requise pour le processus indépendantiste.

Sur ce point il faut clarifier ce que nous entendons par confrontation démocratique. La confrontation démocratique consiste à ce que la légitimité de la majorité de la société basque s'affronte aux pouvoirs formels et factices entravant le processus de démocratisation. Il s'agit de rechercher un choc entre les deux légitimités. Considérant que les décisions de désobéissance civile des institutions basques sont légitimes, la confrontation démocratique a besoin de la mobilisation de la majorité sociale pour pouvoir atteindre ses objectifs (victoire du pouvoir politique basque) et neutraliser totalement ou partiellement les réactions répressives.

Pour cela, les discours et les initiatives mobilisatrices doivent se bâtir sur des objectifs concrets. Quelles sont les inquiétudes à court terme d'Euskal Herria et des citoyen-ne-s basques ? Quels sont les leviers du processus indépendantiste ? Le cadre des relations de travail, les retraites, le modèle de développement, le système éducatif... Tout cela exige un profond travail d'analyse et de prospection. Pour qu'elle soit efficace la confrontation démocratique devra s'articuler autour de ces thèmes.

On devra également tenir compte du fait que l'on ne peut vivre dans une situation de mobilisation permanente. Les processus de mobilisation ne sont pas linéaires. Comme pour la dynamique des vagues il y a des moments de déclenchement et des moments de pause. La patience stratégique est aussi importante que la détermination.

D'un autre côté, le Processus Indépendantiste Transformateur doit inclure un espace de contre-pouvoir, présence d'identités subalternes, mouvements vifs et forts. L'indépendantisme

requiert des pratiques émancipatrices actualisées, de pratiques politiques radicales qui, avec des perceptives de gauche, soient capables de faire adhérer de larges secteurs sociaux au projet souverainiste. Selon nous, cet espace devra réunir les caractéristiques suivantes :

(1) Auto-organisation de contre-pouvoir, en restant conscient de demeurer à la périphérie des relations de pouvoir actuel.

(2) Engagement dans la construction de la Démocratie Basque : en tant que contre-pouvoir elle a vocation à gagner/disputer le pouvoir hégémonique ou/et l'ambition de gagner des positions hégémoniques dans la construction de la Démocratie Basque.

Pour finir, précisons comment nous situons l'enracinement et la diffusion de l'identité nationale basque – la construction nationale – dans la dynamique de décantation indépendantiste. Comme nous le disions dans ce même paragraphe, le nouveau processus indépendantiste, en plus de l'identité nationale, doit se structurer aussi autour d'autres éléments idéologiques (justice sociale, égalité, démocratisation). Sans aucun doute, l'identité basque et particulièrement la langue basque donnent une valeur ajoutée au processus indépendantiste. Nous aurons besoin de nouveaux discours et de nouvelles pratiques pour que la langue basque et l'identité basque avancent de concert avec le processus politique. En définitive, nous voulons rendre hégémonique la nation basque dans le processus de construction de l'État Basque. Comment concrétiser ce processus hégémonique ? C'est une réflexion que nous devons constamment remettre en chantier.

De la même manière, nous devons garder présent à l'esprit qu'un processus indépendantiste, c'est-à-dire, un processus politique qui inclut la construction nationale mais qui aussi la dépasse, est en mesure d'apporter beaucoup à la langue basque et à la construction nationale. La résurgence du mouvement en faveur de la langue basque à partir des années soixante ne peut se comprendre en dehors du contexte d'un processus politique plus ample. Ce processus politique amena toute une génération à la langue basque.

4.2.1. Modalités d'action

Dans le but d'envisager l'avenir des formes de lutte et de pratique politique, nous avons retenu quatre modalités d'action.

Mobilisation populaire

Les processus hégémoniques nécessitent des dynamiques de polarisation/mobilisation qui s'enracinent dans la société civile. Ainsi, il appartient en grande mesure au mouvement populaire d'être le générateur et le garant des conditions du processus de démocratisation, en même temps qu'il pousse les institutions à mettre en place de nouvelles conditions.

Comme nous l'avons mentionné auparavant, dans cette phase, sans vouloir considérer que les pratiques de résistance sont épuisées, il faut donner la priorité à la construction de projets alternatifs. Nous devons nous préparer à faire un apport déterminant et permanent qui puisse avoir des effets à tous les niveaux – social, culturel, intellectuel, académique -. Le processus indépendantiste a besoin d'un activisme social fort, un travail de fourmi de tous les jours. En plus

de revoir et de régénérer les expériences développées à ce jour, il faut nous préparer à tester de nouvelles pratiques émancipatrices.

Parallèlement, il faudra tester de nouvelles formes de mobilisation, protestation et désobéissance qui alimentent une politique souverainiste dynamique.

Dynamique institutionnelle citoyenne

Tout comme dans n'importe quel autre processus émancipateur, la construction de l'État Basque ira de l'avant selon une dialectique continue entre les processus de mobilisation et d'institutionnalisation. Cette dialectique exige un modèle concret d'institutionnalisation : La **dynamique institutionnelle citoyenne**.

On appelle **dynamique institutionnelle citoyenne** un travail institutionnel guidé ayant pour vocation de mettre les institutions au service des dynamiques citoyen-ne-s et de démocratisation de la société. En ce sens, la démocratie participative, les procédures de participation constituent des instruments pour l'émancipation des citoyen-ne-s et non de simples mécanismes pour légitimer les décisions gouvernementales.

D'un autre côté, il y a lieu de repenser la dialectique entre les institutions et les mouvements populaires. Comme nous le disions un peu plus haut, les nouveaux paradigmes émancipateurs nous démontrent que le pouvoir populaire ne peut pas se construire en marge de l'État (dans notre cas, en marge de la construction de l'État) et qu'en conséquence, la dichotomie est stérile entre la construction citoyenne basque et la construction de l'État (et dans une large mesure entre les mouvements populaires et les institutions). Sans État il n'y a pas de démocratie. Par conséquent, l'indépendantisme basque ne devrait pas considérer les institutions comme une terre étrangère, mais comme un terrain de lutte fondamentale dans le processus de démocratisation.

Cette vision n'élimine pas la tension entre les institutions et le mouvement populaire, mais elle la resitue dans le nouveau paradigme. En gros, on pourrait dire ceci : les conditions étant données assume les décisions qui permettent de les concrétiser (d'un côté) ; construis les conditions pour que je puisse leur donner corps (de l'autre côté).

Auto organisation communautaire

Euskal Herria a toujours montré une grande tendance à l'auto organisation. Tout au long de l'histoire, le peuple dépouillé du pouvoir politique a mis en œuvre des moyens propres pour se gouverner lui-même jusqu'à faire en sorte que l'auto organisation (autogestion) devienne partie intégrante de notre culture populaire. Sans vouloir remonter plus avant dans le temps, et en observant le cycle politique engagé dans les années soixante du point de vue de la construction de l'État, on peut remarquer que ce peuple, en se basant sur l'auto organisation communautaire, a été capable de bâtir des structures d'État informelles (écoles basques, coopératives, moyens de communication).

Il nous faut revitaliser l'énergie sociale nécessaire à l'auto organisation communautaire dans la perspective de la construction d'un État renouvelé et conforté, car, comme nous l'avons dit, cela sera le socle d'Euskal Bidea.

Pratique discursive

La construction du discours acquiert une place centrale dans le contexte historique actuel dont l'objectif est que de vastes secteurs populaires partagent un ensemble d'idées (hégémonie). Les idées, les concepts – les discours – fondent une réalité, ce sont des outils nécessaires pour la polarisation de la société.

On peut dire qu'Euskal Bidea a établi un cadre discursif adéquat : d'une part il recueille le défi radical pour la démocratie – tout décider pour pouvoir tout changer –, d'autre part, il met l'accent sur le projet souverainiste – pour que l'ensemble des citoyens basques puisse vivre bien.

Si on veut être en symbiose avec de vastes secteurs sociaux, nous devons affiner et réinventer nos discours. Il faut constamment prendre le pouls de la société basque, en offrant de nouveaux horizons en partant des préoccupations et des inquiétudes de la société.

4.3. En développant la voie indépendantiste par des propositions tactiques

Nous ne parlons pas d'un procédé instantané ou juste d'un coup se limitant à revendiquer le merveilleux objectif final. Le parcours est aussi très important, à deux égards : mettre l'accent sur le processus démocratique (droit de décider, émancipation des citoyens et avancées pour constituer le sujet politique) et tenter de chercher les rapport de forces adaptés à des contextes concrets (propositions tactiques).

Nous avons besoin de positionner le débat, et de conditionner les priorités collectives du moment, pour relier correctement les objectifs tactiques et les objectifs stratégiques. En même temps, il convient de ne pas générer de confusion entre les deux, sachant que nous ne sommes pas en train de parler d'un procédé mécanique divisé en deux phases rigides ou étanches.

L'indépendance a un impact significatif parmi les citoyens basques et le droit de décider au centre des débats. Avec le droit de décider comme axe, ceux qui veulent un nouveau statut seraient majoritaires (plus d'auto gouvernement et plus de souveraineté). En conséquence, dans la mesure où elles s'articulent correctement aux demandes sociales générales (protection sociale, habitat, travail), les propositions et les dynamiques visant à arracher des cadres définis autour de contenus minimums (reconnaissance nationale, pouvoir politique et droit de décider) représentent des leviers indispensables pour renforcer la perspective de nos objectifs stratégiques.

L'indépendantisme ne deviendra pas hégémonique en se basant seulement sur des discours. L'indépendantisme, en plus d'apparaître comme une véritable alternative, a besoin d'une dialectique progressiste (l'unilatéralité s'entrechoquant avec l'entêtement de l'État) pour pouvoir continuer d'avancer, pour pouvoir se renforcer. Pour beaucoup de gens et dans de nombreux secteurs, la décantation indépendantiste sera une conséquence, et non, comme cela l'est pour nous, un point d'ancrage affirmé dont nous sommes totalement convaincus.

La dimension stratégique du processus n'annule en rien les propositions et les avancées de caractère tactique. Les propositions tactiques ne sont pas seulement un outil pour pouvoir

conclure un accord intermédiaire avec les États, même si à de nombreuses reprises cela a été envisagé ainsi (Alger et processus 2005-2007). Les propositions et les avancées tactiques ont aussi pour fonction de conclure des accords entre des forces différentes, des acteurs divers et, en définitive, les citoyen-ne-s d'Euskal Herria. C'est ainsi que la Gauche Abertzale doit le comprendre : obtenir des accords intermédiaires conclus en Euskal Herria mettrait les indépendantistes dans une position plus favorable pour affronter les objectifs finaux. En plus, dans le cas où les États feraient obstacle à ces objectifs intermédiaires, nous pourrions structurer un rapport de force plus favorable au processus indépendantiste unilatéral. C'est cela précisément la dialectique de l'indépendantisme dont nous avons parlé plus haut : face au refus de l'État, provoquer depuis l'unilatéralité un choc institutionnel et politique, et ainsi, permettre qu'il y ait chaque fois plus de secteurs qui considèrent l'option de l'indépendance comme une option logique.

Dans le cas contraire, cette majorité favorable au droit de décider se transformera en une masse informe, sans aucune vitalité, perdant ainsi toute potentialité de développer un processus indépendantiste. Une masse significative, oui mais de fait dans une posture minoritaire. C'est pourquoi, la priorité est d'identifier correctement les objectifs tactiques qui peuvent recueillir l'appui de majorités vastes et plurielles pour pouvoir ainsi consolider graduellement la conscience indépendantiste.

Ainsi donc, l'auto reconnaissance nationale, l'exercice du droit à décider et la configuration du sujet politique sont les contenus essentiels de cette phase. Il doivent également pouvoir répondre aux besoins sociaux, économiques et culturels de la citoyenneté basque. Au sein d'Euskal Bidea (ou Voie Basque) et en partant de ces axes, il est nécessaire d'élaborer des propositions concrètes sur les nouveaux statuts (nous ne pouvons oublier qu'à la suite des blessures engendrées par la division territoriale nous possédons diverses sphères d'influence) avec l'objectif de produire des majorités dans les institutions et avec l'appui d'un mouvement populaire qui doit avoir un protagonisme de plus en plus fort.

La négation de la bilatéralité pour négocier et adopter sur ces bases un nouveau statut juridico-politique (les conditions n'étant pas été réunies pour une profonde réforme constitutionnelle en bonne et due forme) multipliera les possibilités de développer encore davantage l'unilatéralité avec le protagonisme des citoyen-ne-s et du mouvement populaire comme axe, ce qui contribuera à renforcer résolument l'option de l'indépendance.

Dans le même temps, à partir de ces éléments de base, l'unilatéralité peut conditionner des opportunités d'une dynamique bilatérale, ou permettre d'attirer à l'indépendantisme de nouveaux secteurs sociaux, en ouvrant le débat et en donnant une issue positive à tous types de frustration. Le refus habituel de l'État aux propositions et aux opportunités de bilatéralité peut accélérer de nouvelles voies et d'autres scénarios.

Dans tous les cas, la clef doit être de créer les conditions ici et maintenant, sans sauter dans le vide. C'est-à-dire sans copier tel quel le processus de Catalogne par exemple. Le choc qui aurait déjà dû avoir lieu en Euskal Herria et qui s'est passé en Catalogne aurait pu briser le verrou imposé par l'État espagnol. Ils auraient pu mutuellement s'entretenir. Mais le processus basque doit avoir son propre développement adapté à ses conditions. Quand le processus catalan était en plein essor, ici nous n'avons pas été capables d'avancer, n'allons pas maintenant nous neutraliser du fait des difficultés qu'il rencontre en ce moment.

L'appui de la majorité sociale aux éléments de bases (reconnaissance nationale, droit de décider, changement social et développement de l'auto gouvernement) doit concrétiser et canaliser les alliances de cette phase. Nous ne pouvons pas aller d'un côté à l'autre, recherchant aujourd'hui une alliance abertzale et proposant demain une alliance de gauche. Notre axe c'est l'alliance pour le changement politique sur ses éléments de bases. Le développement des avancées en Navarre nous montre quel est le chemin, même s'il reste encore plein d'obstacles et de problèmes.

La question de la territorialité est un élément fondamental de notre stratégie politique puisque la partition territoriale est le principal instrument utilisé par les États pour nier le caractère national et la propre existence d'Euskal Herria. Quand nous parlons de territorialité nous ne nous référons pas seulement aux cadres territoriaux mais aussi au fait d'être un peuple et à l'expression politique et institutionnelle que nécessitent un sujet souverain.

D'un côté nous aurions la blessure Nord/Sud et de l'autre la division entre les trois territoires occidentaux et la Navarre ; cette dernière division ayant été nourrie par l'imposition espagnole. À la fin du franquisme une possibilité de retourner la situation s'est ouverte, mais cette porte s'est refermée à travers la réforme autonome imposée par les pouvoirs factices de l'État et avec la participation du PNV. La Gauche Abertzale a combattu cette opération car elle représentait un défi de vie ou de mort. Établir deux cadres autonomes et laisser aux mains souveraines de Madrid la possibilité de leur réunification fut une des pires meurtrissures que l'on a pu faire à notre peuple. En effet, l'influence des mécanismes de communication, sociaux, politiques, et institutionnels qui alimenta la partition est énorme.

La résolution du conflit au travers de la bilatéralité -, avec la négociation comme instrument pour ce faire - avait pour objectif de guérir de ce principal traumatisme qui continue de nier notre existence en tant que peuple et tous les efforts possibles ont été faits pour l'obtenir. « **Zutik Euskal Herria** » en a été le final et a ouvert une nouvelle voie pour reconstruire Euskal Herria en tant que sujet politique, le reconstituer en fonction des cadres politico-institutionnels actuels sur la base d'une unification librement et démocratiquement exprimée par les citoyen-ne-s.

En ayant empêché que le projet espagnol se stabilise en Euskal Herria nous prenons maintenant comme point d'ancrage la réalité actuelle. Les problèmes qui se sont accumulés durant toutes ces années et les opportunités que nous avons créées ont ouvert une nouvelle brèche dans le mécanisme de partition construit par l'État espagnol. C'est pourquoi, Euskal Bidea prévoit un processus constituant pour chacun des trois cadres territoriaux. En effet, ce modèle est le plus approprié à la réalité historique actuelle.

De ce fait, la décantation indépendantiste devrait nous amener à obtenir de nouveaux niveaux de statuts politiques dans la perspective d'aller vers d'un État. Dans un tel processus, qui doit être mené à bien dans trois espaces politiques différents, nous ne pouvons pas garantir que toutes les avancées se concrétisent de manière simultanée sur tous les territoires. En ce qui concerne la blessure Nord/Sud, nous l'avons intériorisé depuis toujours. Cependant, dans le cadre de la blessure d'Hegoalde, nous n'en avons pas tenu compte, et cela a engendré une perte de clarté dans notre option stratégique. De fait, l'Alternative Démocratique avait déjà établi dans le détail que la résolution des racines politiques du conflit impliquait un processus basé sur le droit des citoyen-ne-s basques à décider librement, démocratiquement et sans aucune ingérence de leur devenir.

La proposition Euskal Bidea dans le paragraphe relatif à la structuration institutionnelle d'Euskal Herria porte cette logique jusqu'à son dernier terme. Elle caractérise le processus d'auto organisation et d'autodétermination d'Euskal Herria comme un processus de fusion basé sur la dynamique des trois sujets décisionnaires. De cette manière, nous avons renouvelé profondément la façon de défaire le nœud de la territorialité en mettant le droit de décider au centre. Euskal Bidea propose un processus unificateur qui fasse converger trois processus distincts, un processus destiné à structurer un sujet politique conjoint et reconnu au plus haut niveau des standards internationaux. Trois points d'ancrage différents, trois rythmes et vitesses particuliers, étapes et méthodes propres, consultations et demandes adaptées, mais un seul objectif et une seule direction : que tous les citoyen-ne-s basques soient maîtres du devenir politique d'Euskal Herria et décident librement.

Il est maintenant nécessaire que la proposition d'EH Bildu et EH Bai rendue publique le 24 janvier 2015 prenne forme dans chacun des cadres juridico-administratifs. Comme nous le disions, nous avons défini Euskal Bidea comme étant un processus unificateur qui fasse converger les trois processus constitutants, c'est-à-dire, actuellement la Navarre, Iparralde, et la communauté autonome d'Araba, de Bizkaia et de Gipuzkoa comme base de départ. Trois processus constituant sont proposés avec des vitesses, des phases et des rythmes différents.

EH Bai en Iparralde, EH Bildu en Navarre avec la communauté autonome d'Araba, de Bizkaia et de Gipuzkoa associés aux citoyen-ne-s et au reste des acteurs politiques et sociaux de chaque territoire devront décider des caractéristiques et des avancées de chaque processus constituant. Aux yeux de la Gauche Abertzale, chaque processus constituant devrait être un exercice de souveraineté sans limite, les citoyen-ne-s de chaque territoire décidant de la direction que doivent prendre ces processus. Toutes les avancées qui œuvrent en faveur de l'unification ne seront que le résultat de cette volonté de décider.

Évidemment, refermer le plus tôt possible les blessures de la partition est une des priorités que nous nous sommes données. Pour nous c'est une priorité d'avancer dans l'articulation territoriale à travers le rapprochement institutionnel entre les deux niveaux d'Hegoalde. Mais cela ne remet pas en question la formation d'un sujet politique, et le critère de la libre unification conservera toute sa valeur même jusqu'après la fusion institutionnelle. Le modèle d'État confédéral que nous proposons privilégiera le schéma d'un pouvoir partagé.

Bien que le processus constituant parte des trois niveaux actuels, nous ne pouvons perdre la perspective nationale. Pour cette raison, il faudra renforcer les initiatives sociales et institutionnelles destinées à promouvoir peu à peu cette articulation nationale. Les initiatives communes des forces souverainistes et/ou les relations que le mouvement populaire va tisser doivent renforcer les espaces de travail en commun. C'est ce que nous avons dénommé la dimension populaire d'Euskal Bidea.

Le rôle que peut jouer Udabiltza est important puisqu'elle réunit des élus de l'ensemble d'Euskal Herria. Par ailleurs, de nouvelles opportunités peuvent surgir dans le cadre des relations transfrontalières. Du point de vue de la division en trois entités administratives, le panorama est en train de changer de façon significative : en Navarre il y a eu un changement de gouvernement, et pour la première fois, une structure représentant Iparralde devrait voir le jour. Ces changements peuvent créer des conditions pour de nouvelles avancées dans le domaine des relations transfrontalières dans le cadre de l'Union Européenne.

4.4. Résolution des conséquences du conflit

Comme nous avons vu dans le bilan, nous n'avons pas complètement ouvert un nouveau cycle et nous n'avons pas pu fermer l'antérieur. Ils veulent nous étrangler avec cette contradiction. Ce que nous devons faire, c'est fermer le cycle antérieur et développer le nouveau. Cela ne se fera pas d'affilée. Nous n'allons pas pouvoir dépasser les conséquences du conflit pour aborder dans la foulée ses mêmes racines. Ce schéma a échoué.

En ce qui concerne les conséquences du conflit, c'est-à-dire le désarmement et le retour à la maison des réfugié-e-s et des prisonnier-e-s nous devons avoir bien conscience que l'État espagnol n'a aucune volonté politique de résolution.

C'est une stratégie d'État, et non une politique d'un gouvernement ou d'un parti d'une couleur ou d'une autre ; c'est le résultat d'une analyse commune. En fait, l'enjeu ici relève du récit des vainqueurs et des vaincus. La stratégie mise en place contre la résolution a pour but d'imposer le récit du vainqueur. S'il agissait pour la résolution du conflit l'État espagnol devrait nécessairement affronter la question située au cœur du conflit. Et s'il n'en a pas la moindre intention de s'inscrire dans le processus de résolution c'est surtout parce qu'il ne veut pas d'un scénario qui permette la confrontation démocratique à conditions égales entre différents projets politiques.

Le temps nous a démontré clairement qu'il faut adapter la ligne de conduite établie et quelques conclusions s'imposent :

- Nous ne pouvons pas rester à la remorque de la bilatéralité. Nous ne l'écartons pas, nous devons la revendiquer mais sans politiquement nous limiter à elle.
- Nous devons situer le retour des prisonnier-e-s et des réfugié-e-s dans le cadre du processus politique global.
- Nous devons situer la résolution des conséquences du conflit dans le cadre du développement du processus souverainiste ou indépendantiste plus que dans une stratégie de phases.

En résumé : il nous faut intégrer la résolution des conséquences du conflit dans la stratégie indépendantiste.

Cet alignement ne signifie en aucune manière que le retour à la maison des prisonnier-e-s et des réfugié-e-s ne soit plus un objectif de première importance pour la Gauche Abertzale. Nous continuerons de lutter pour qu'ils soient parmi nous le plus tôt possible, mais, dans le cadre d'une stratégie politique indépendantiste qui doit être efficace et constructive.

Par conséquent, pour clôturer le cycle antérieur nous devons renforcer et d'accélérer le processus souverainiste. C'est par l'obtention de la souveraineté (pouvoir propre et légitimité) que nous pourrons obtenir le retour à la maison de tou-te-s les prisonnier-e-s et des réfugié-e-s politiques indépendantistes. Dans cette perspective, il est fondamental d'intensifier la mobilisation populaire pour accélérer le combat et aider à sa caractérisation. Le travail politique et le travail juridique constituent les deux autres axes de travail indispensables.

Dans ce sens la participation de différents acteurs dans la résolution des conséquences du conflit politique est indispensable. La Gauche Abertzale accorde une importance première à la participation de la société basque.

L'élan décisif pour le retour des Prisonniers Basques, l'expulsion des forces d'occupation et/ou la garantie des libertés démocratiques viendra de la main du mouvement populaire. Cela ne fait pas l'ombre d'un doute que ces objectifs s'obtiendront grâce à l'action populaire, par le biais d'actions exprimées en mille et un compromis de toutes sortes. Pour cela, l'objectif est d'organiser un mouvement citoyen le plus large possible, en investissant sur sa mise en place au niveau des villages et des quartiers.

Sur le plan politique, nous affirmons que la résolution des conséquences du conflit devrait s'intégrer dans le développement de la stratégie politique générale, c'est-à-dire, dans la stratégie indépendantiste. Le Collectif des Prisonniers Politiques Basques doit se resituer sur cette ligne.

Sur le plan juridique, prenant en compte le contexte auquel nous sommes confrontés, il faudra évaluer les issues que cette voie peut offrir à toutes les conséquences du conflit. Ainsi, par exemple, nous devons tenir compte du rôle que tiendront la législation et les mesures juridiques dans un plan du retour à la maison des Prisonnier-e-s et des Réfugié-e-s. Étant donné que la sortie des Prisonniers ne sera pas le résultat d'un accord obtenu autour d'une table, il devra se faire depuis le développement de la législation, en mettant en œuvre la ligne adoptée en 2013 par le collectif des Prisonniers Politiques Basques.

En conséquence, le cadre juridique (pénal et carcéral) est une voie qu'il faudra utiliser en rejetant toujours la repentance et la délation. L'une comme l'autre constituent des mesures d'exception utilisées uniquement et exclusivement à l'encontre des prisonnier-e-s basques. Elles représentent une injustice contraire à la dignité de la personne et un obstacle à la normalisation politique de notre peuple. Les politiques d'exception doivent être annulées tout comme les mesures incluses dans une législation d'exception.

D'un autre côté, dans la logique du processus souverainiste et au regard de la résolution du conflit, la question des prisonnier-e-s doit être placée aussi au sein du débat sur le cadre juridico-politique. Par exemple en exigeant le transfert des compétences en matière carcérale.

Dans ce contexte, il faut mentionner la revendication de l'amnistie. L'amnistie est un objectif ayant une signification politique que la lutte de libération basque porte dans ses gènes de la naissance de la Gauche Abertzale jusqu'à nos jours. L'amnistie est une approche qui associe au retour à la maison des prisonnier-e-s et des réfugié-e-s la résolution des causes du conflit. C'est ainsi que nous avons toujours compris l'amnistie comme un scénario qui doit se jouer conjointement avec la reconnaissance nationale et du droit de décider librement de notre devenir, (matérialisé par le droit à l'autodétermination), c'est-à-dire, au delà de la seule conception légale de la libération des prisonnier-e-s.

L'amnistie en plus d'une revendication, est un scénario qui doit être construit en l'incluant au déroulé du processus politique. Pour cela, nous devons définir une feuille de route pour l'intégrer au sein du processus indépendantiste que nous entendons développer dans une logique d'unilatéralité. Situait le terrain de jeu en Euskal Herria, nous devons placer la confrontation avec

l'État dans la recherche d'une corrélation de forces favorable au rapatriement des prisonniers en Euskal Herria en donnant toute la priorité à cette dynamique.

Devant l'impossibilité d'ouvrir les portes des prisons à la suite d'un accord politique et au travers de l'établissement d'une feuille de route partagée relative aux conséquences du conflit (vu les limites imposées par la volonté de l'État, et pour éviter que le processus indépendantiste soit bloqué dans la bilatéralité), le rapatriement des prisonniers en Euskal Herria doit être une priorité politique pour tous ceux qui associent l'amnistie à un scénario de nature politique.

La pression menée en faveur du rapatriement doit créer les conditions d'une dynamique d'accords en Euskal Herria, et de nouvelles opportunités pour développement de la lutte en faveur du retour à la maison des prisonnier-e-s et des réfugié-es. Ce faisant, nous renforcerons ainsi de manière indirecte l'idée de la souveraineté : au lieu de laisser la clef du blocage aux mains des États, par le biais des accords et des rapports de force construits en Euskal Herria, nous devons établir les conditions politiques nécessaires à l'obtention de l'amnistie.

Comme nous l'avons déjà dit la voie la plus efficace que nous avons pour rompre la situation de blocage c'est d'aller de l'avant dans le processus souverainiste et dans la Voie Basque (Euskal Bidea) pour la Paix. D'une logique visant à exiger des conditions démocratiques à l'État, nous devons passer à une dynamique de lutte visant à établir en Euskal Herria même les mécanismes nécessaires à aborder la résolution tant des conséquences que des causes du conflit.

Nous détaillons ci-après le parcours que propose la « Voie Basque pour la Paix » (Bakerako Euskal Bidean).

4.4.1. Retour à la maison des prisonnier-e-s et des réfugié-e-s basques

Comme nous l'avons dit, c'est un objectif de première importance, et pour cela on a besoin d'accumulation de forces et d'efficacité. Il est nécessaire d'accumuler les forces de tous ceux qui ont partagé notre trajectoire et de tous ceux qui ne l'ont pas partagé.

Dans cette phase, il faut adapter la législation à la nouvelle réalité politique et renvoyer la politique pénale, carcérale et procédurale exceptionnelle à la législation ordinaire.

Nous donnerons la priorité à l'élaboration d'amples accords favorisant le processus de retour à la maison des prisonnier-e-s et des réfugié-e-s basques au travers d'accords entre les forces politiques, entre les acteurs sociaux et avec les institutions et ce, en favorisant la propre participation des prisonnier-r-s et des réfugié-e-s basques à ces accords. EPPK, EIPK se sont déjà exprimés, de façon collective, au nom des victimes de la répression. C'est à eux de se situer dans cette stratégie, et l'ensemble de la Gauche Abertzale devra créer les instruments et les mécanismes nécessaires.

Dans le cas des prisonnier-e-s, le processus de retour à la maison utilisera les moyens légaux, et les possibilités d'une application individualisée ; pour cela il sera nécessaire de mettre en marche un plan de mise en « liberté conditionnelle anticipée. »

En ce qui concerne les personnes en fuite, on facilitera le processus de retour. Pour cela, d'une part, on procédera à un moyen de régularisation pour ceux qui n'ont pas d'affaire en suspend ; d'autre part, et dans le but de régulariser ceux qui ont des affaires en cours, on plaidera en faveur de l'établissement d'une législation spécifique qui régule la question. En même temps, le retour à la maison des prisonnier-e-s et des réfugié-e-s doit aussi devenir l'enjeu du propre processus indépendantiste.

La question des prisonnier-e-s il doit être située dans le débat du cadre juridico-politique. Par exemple, en tentant d'obtenir la transmission des compétences en matière carcérale. Cette mesure, en plus du rapatriement, octroierait à Euskal Herria la capacité de décision concernant la question des prisonnier-e-s.

4.4.2. Victimes, coexistence et mémoire

Toutes les victimes ont les mêmes droits de reconnaissance, réparation et de garantie que les évènements ne se reproduisent pas. On envisage d'élaborer une banque de données incluant toutes les vulnérations des droits de l'homme.

Basé sur le droit des victimes et sur le droit de la société à connaître la vérité on envisage aussi la création d'une « commission de la Vérité » parce qu'on considère comme fondamental de connaître l'ensemble des faits qui composent la vérité. La Gauche Abertzale est favorable à toute la vérité et à la reconnaissance de toutes les victimes, même en sachant qu'on ne pourra faire un seul récit du conflit. Il faudrait obtenir des bases partagées minimales.

En tout cas, il faut souligner que la violence et les victimes ne sont pas des questions du passé. Elles sont pleinement d'actualité puisque les États continuent d'employer la violence, leurs brutalités ont été amnistiées et ils n'ont pas fait le moindre geste pour reconnaître le mal causé.

La Gauche Abertzale ne peut accepter que sous prétexte d'une lecture critique du passé, elle doive se renier elle-même, ses principes, son projet politique et toute sa trajectoire, admettre ce qui est faux. On ne peut nier les racines politiques du conflit et considérer comme négative notre contribution à l'histoire de ce Pays.

4.4.3. Destruction des armes et démantèlement des arsenaux

Il est évident qu'en la matière ETA a le protagonisme et la capacité de décision, mais il est aussi vrai que l'implication des acteurs – aussi bien d'Euskal Herria que d'ailleurs – favorables à la résolution est complètement nécessaire. En plus, cette implication ne doit pas être entendue uniquement sur le thème du désarmement, mais elle doit traduire le désir de formaliser une solution de nature globale. A fortiori, lorsque les gouvernements s'accrochent dans une attitude mesquine comme ils l'ont montré jusqu'à présent.

Sans oublier le contenu du document « Voie Basque pour la Paix » on peut dire que le processus de destruction des armes et de démantèlement des arsenaux peut se situer dans les paramètres du processus souverainiste.

4.4.4. Retrait des forces d'occupation

Dans la nouvelle phase politique il faudrait s'engager davantage dans la lutte idéologique, car la militarisation extrême que subit Euskal Herria n'a aucune justification si ce n'est celle de démontrer la supériorité de l'Espagne et de la France. Dans cette optique, on peut encourager l'initiative d'un mouvement populaire comme cela s'est déjà fait dans quelques localités.

Dans le cadre institutionnel aussi de nouvelles opportunités surgissent particulièrement si on ouvre le débat sur l'auto gouvernement des institutions et si le changement de gouvernement en Navarre se consolide. Étant donné que l'on ne respecte même pas ce que dit le Statut d'Autonomie de la CAV, une action institutionnelle sur ce registre serait en symbiose avec l'actuelle réalité.

4.4.5. Répression et libertés démocratiques

Comme nous l'avons dit, dans la phase politique actuelle, la violence des États n'a pas disparu, même si nous pouvons dire que les formes et les méthodes ont changées. Dans ce sens nous devons continuer de construire un rempart populaire face aux ingérences des États, d'un côté face aux attaques qui se situent au cœur de ce que nous considérons jusqu'à présent comme étant le conflit politique, mais aussi pour faire face aux attaques qui peuvent exister dans le cadre des projets de transformation sociale (grèves générales...).

C'est le moment de commencer à aborder le cadre des libertés démocratiques depuis son intégralité, pour, entre autres choses, approfondir les réflexions sur le modèle policier, la politique carcérale, le modèle de justice et continuer de faire avancer le modèle d'État que nous voulons construire.

4.4.6. Fonctions concrètes de la Gauche Abertzale

Sur le terrain de la résolution du conflit, la Gauche Abertzale doit développer une position permanente et incontestable en faveur des solutions démocratiques, encourageant le processus populaire, pratiquant l'autocritique révolutionnaire et avec la ferme volonté de parvenir à des accords.

Cela ne veut pas dire que, en étant partie prenante du conflit, nous devons aborder en toute neutralité la résolution des conséquences du conflit, et/ou plus concrètement, que nous ne puissions pas développer notre propre ligne d'action. Encore plus, cette dernière partie est fondamentale face au témoignage de ce qui c'est passé pour ce peuple, face aux conséquences encore non résolues, face à notre propre apport à faire dans le processus indépendantiste que nous voulons ouvrir.

Dans cette voie, nous devons créer les conditions pour franchir d'autres étapes, en revendiquant la nature politique du conflit, en approfondissant notre histoire et en développant nos propres messages en faveur des prisonnier-e-s et des réfugié-e-s.

5. CRITÈRES À PENSER À PROPOS D'ORGANISATION

Tout d'abord il faut dire que ce document ne prétend décider pour personne. Les différentes organisations de la Gauche Abertzale célébreront leurs congrès et leurs assemblées. Ils seront les lieux appropriés et légitimes pour prendre des décisions. L'objectif du processus « Abian » est de proposer et d'établir un cadre général de réflexions, un axe principal pour avancer dans cette phase. Ce débat devra servir aussi pour que chaque militant se prépare mieux pour le congrès ou l'assemblée de son organisation correspondante, en tirant profit de ce cadre de réflexion partagée. Ce qui consiste à présent c'est d'exposer, de recueillir et de partager des arguments, comme de simples militants, sans la contrainte de devoir prendre des décisions concrètes.

Le modèle organisationnel, les formes d'action et la culture politique qui doit imprégner tout cela doivent aller de concert avec la stratégie et la ligne politique. Également avec le développement du processus politique et de la société. C'est précisément cela qui a été une des causes des problèmes que traverse la Gauche Abertzale : elle ne s'est pas transformée à la mesure que l'exigeait la nouvelle stratégie. Ou elle n'a pas commencé à le faire. Évidemment, les processus de ce genre ne se terminent pas d'un jour à l'autre et sans aucune contradiction. La culture politique ne se transforme pas immédiatement par le simple fait de l'évoquer. Mais il est nécessaire de mettre en marche les changements, il faut installer les bases pour ce faire, et pour construire des bases adéquates il convient de commencer par mettre de côté les mauvaises pratiques et les inerties du passé. Le processus Abian cherche cela aussi.

Dans ce document nous n'allons pas les énumérer, mais en beaucoup des apports reçus différents problèmes concernant le fonctionnement interne et les carences de la direction politique ont été mises sur la table, de manière crue et avec de sévères critiques. Commencer à solutionner tout cela sera le test pour la validité de ce processus car c'est là précisément que l'on va juger de sa crédibilité.

Comme nous avons dit, les outils et les formes d'action que nous utilisons pour donner du corps à la pratique politique doivent aller en consonance avec la caractérisation de la stratégie et de la phase. En ce moment, notre enjeu est de libérer les forces favorables à la décantation indépendantiste. Or cela ne se fera pas depuis l'avant-gardisme ni depuis le dirigisme avec de simples consignes et sans la participation des gens. En plus comme nous l'avons dit dans l'aparté relatif à la stratégie, le processus souverainiste ne sera pas une simple réaffirmation de notre parcours historique et ce même principe peut s'appliquer aussi à ce qui concerne l'organisation et la culture politique. Cependant nous sommes un mouvement politique qui a son propre passé, il faut en tenir compte, spécialement pour ne pas importer de façon mimétique des modèles étrangers.

Les fonctions que cette stratégie et cette phase requièrent à la Gauche Abertzale sont nombreuses et très diverses. Si nous voulons faire face efficacement à nos responsabilités, nous devons les comprendre sur la base d'une globalité complexe. Les fonctions principales sont les suivantes :

- Renouveler, adapter et promouvoir en permanence la force et l'action populaire favorable à notre projet politique stratégique, en entretenant toujours le legs politique reçu.

- Penser, préparer et impulser, de manière planifiée, l'articulation de tout un processus social pour faire que la décantation indépendantiste prenne corps.
- Depuis la mise en marche populaire et avec l'audace qu'exige la confrontation démocratique, encourager et attiser constamment ce processus.
- Chercher et développer des possibilités de travail en commun avec d'autres secteurs sociaux.
- Offrir un apport dynamique à la tâche permanente de donner du corps à la dimension nationale et à la valeur socialiste.
- Respecter les conditions pour développer EHBILDU/BAI de la manière la plus ouverte possible et garantir au sein de ce cadre commun les lignes institutionnelles ou d'autres types de dynamiques qui partagent la priorité de la décantation indépendantiste.

Les façons de faire sont aussi fondamentales que les fonctions. On devrait pouvoir considérer comme dépassé – ou à dépasser – n'importe quelle tendance qui puisse dériver du modèle de direction KAS, c'est-à-dire, il faut mettre de côté la primauté des groupes d'avant-garde fermés. Cependant il faut particulièrement tenir en compte la valeur que possède la dynamisation politique construite depuis la diversité et l'implication militante directe. Ainsi que la solide unité stratégique basée dessus, en concilient la détermination et la flexibilité que le processus exige à tout moment, c'est-à-dire dépasser complètement le modèle fermé de « parti dirigeant » une chose qui est déjà établie dans l'acquis politique de la Gauche Abertzale.

La variable d'un modèle d'organisation et les formes d'action doivent être mises dans l'effort pour avancer dans le processus de libération, mais il a d'autres dimensions : vu que nous parlons d'un modèle organisationnel pour atteindre des objectifs stratégiques. Il faut souligner que l'organisation est un outil. On peut dire que ce n'est pas un objectif en soi, mais un instrument pour obtenir les objectifs. Cependant, là nous nous retrouvons dans une deuxième dimension : ce serait une erreur d'utiliser un point de vue exclusivement instrumental. Cet instrument/outil doit être le reflet du projet politique libérateur, ainsi que (il y a ici une autre dimension) la maison de tous ceux qui partagent ce projet. Tout cela est important, et nous devons prendre tout cela bien en compte. Sans ces trois sommets on n'obtiendra pas l'équilibre. Une activité sans projet ni base sociale n'a aucun sens, de la même manière qu'un projet et une base sociale sans incidence n'auraient pas de sens.

Dans ce sens, tel que nous l'avons repris dans le bilan, nous avons des difficultés pour incorporer à notre discours la vision et la pratique féminine et garantir la parité dans notre activité. Donc, afin de garantir l'intégralité de notre projet politique, il faudra offrir des instruments spécifiques pour que les femmes s'ajoutent au processus souverainiste que nous avons dessiné. Dans cette direction, en plus du compromis des différentes organisations, il sera indispensable de renforcer l'alliance des femmes en tant que moteur de ce processus de transformation. La Gauche Abertzale doit affronter cet enjeu de façon collective. C'est seulement depuis cette perspective que nous pourrons transformer notre culture politique.

Nous parlons beaucoup à propos de la culture politique, mais, comme souvent sur de nombreux autres thèmes sans trop vraiment faire la lumière sur son contenu. Pour cette raison, bien que nous puissions mentionner beaucoup d'autres questions, nous allons préciser au moins donné quelques critères de bases pour tenter comprendre de quoi on parle vraiment.

- Un modèle totalement démocratique, aussi bien dans la prise de décisions comme au moment de choisir les responsabilités. Il faut se prononcer et régler de nouveaux systèmes d'élection.
- Si l'on définit correctement le point de départ (caractère de l'enjeu, fondement de la stratégie, lecture de la situation) le débat et la participation nous renforcent. Cependant, il faut mettre en œuvre les moyens pour ouvrir les débats et pouvoir participer aux décisions.
- L'activité de la structure doit être transparente, et n'importe qui doit pouvoir en avoir connaissance à tout moment. Il faut trouver les formules pour ce faire. Par exemple faire en sorte que les comptes rendus soient à la disposition de toute la militance.
- Il faut rassembler tout le savoir de l'organisation et le mettre à la disposition de tout le monde. Pour le débat, pour la prise de décisions, pour la critique, pour l'action politique... La militance doit avoir accès à des données objectives. Faute de quoi ils se convertissent en simple clone de leurs responsables.
- Au lieu de l'improvisation (au début) et le contrôle (après) il faut encourager l'élaboration et les bilans postérieurs. Cela facilite l'autocritique adéquate et la possibilité de correction. À l'inverse, il reste juste deux alternatives extrêmes : Ne pas se rendre des comptes mutuellement ou que d'énormes conflits se produisent.
- L'obligation principale de la structure serait d'offrir les instruments et les possibilités plutôt que de se limiter à la simple transmission.
- Il faut faciliter la participation et le concours dans les structures des personnes non permanentes. De cette façon on pourrait profiter de l'expérience, du talent et de la capacité que nous pouvons avoir dans d'autres secteurs.
- La construction de la stratégie devrait être une action collective. Ainsi les leaders qui en seraient issus – parce que nous avons besoin d'encadrements – seraient beaucoup plus enracinés.
- Il ne faut pas confondre le modèle démocratique et participatif avec le manque d'efficacité. On a besoin d'efficacité et d'efficience pour donner corps à la pratique politique et renforcer la ligne politique.
- Production théorico-politique. Élaborer des analyses de conjoncture, développer des analyses sur l'évolution des clefs principales du processus, tracer les critères que doit suivre la direction pour concrétiser la ligne politique... toutes ces tâches exigent une systématisation et une continuité. On a besoin d'outils pour cela.

- Information et connaissance de la réalité. Les analyses doivent se faire à partir de données objectives pour que les décisions et les orientations soient les bonnes. Souvent des opinions bâties en fonction de la perception de quelques personnes ou du bruit causé par un groupe finissent par s'imposer. C'est ainsi que surgissent aussi des clichés et des vérités inamovibles impossibles de confronter à la réalité.
- La capacité de dialogue est un ingrédient fondamental pour construire les alliances qu'on veut construire, nouer des complicités qu'on veut établir et faire face aux problèmes qu'on veut dépasser. C'est une capacité que l'on doit développer dans les différents points de la stratégie (résolution du conflit, construction nationale ou n'importe quelle autre). Il faut former des représentations en adéquation avec chaque domaine ou chaque point (crédibilité et capacité).
- Capacité de communication. Le champ de la communication est beaucoup plus vaste qu'on ne l'imagine (message, image, gestion de ses propres médias, politique par rapport au moyen de diffusion...) et c'est presque toujours un facteur très important qui peut nous faire avancer ou reculer dans la stratégie. C'est une application concrète de la ligne politique suivant les critères marqués par les structures politiques. Pour cette raison, le critère politique est si important ou plus que les aspects techniques (connaissance du journalisme, usage des critères du marketing...).

5.1. Structuration de la Gauche Abertzale, nécessité d'une référence principale

La Gauche Abertzale est un mouvement politique mais c'est aussi un espace sociologique dont beaucoup de gens se sentent partie prenante bien qu'il ne milite nulle part. Parce qu'il en a été militant ou parce que dans sa vie quotidienne il s'identifie avec un modèle et un patrimoine partagés en faisant son apport au processus de libération nationale par le biais d'actions concrètes (participer dans des mobilisations, voter, appuyer des projets populaires, suivre et aider certains moyens de communication).

Il y a aussi des membres de la Gauche Abertzale qui travaillent uniquement sur des projets ou dans des mouvements populaires (sectoriels ou de caractères plus transversaux), et ceux-là aussi ont besoin de cette référence pour travailler dans deux directions : faire sa contribution à la Gauche Abertzale et recueillir le point de vue de la Gauche Abertzale. À ce propos nous devons mettre en garde sur une tentation qui peut exister : la tentation de faire dirigisme sur l'ensemble du mouvement populaire. Il faut oublier ces schémas avant-gardistes, surtout quand nous parlons du mouvement populaire. L'autonomie du mouvement populaire il faut non seulement la revendiquer, mais dans la pratique il faut aussi la reconnaître. Cela étant bien clair, il faut faire un effort spécial pour rendre actif la base sociale de la Gauche Abertzale dans les projets et les mouvements populaires car elle est indispensable dans le développement de la stratégie indépendantiste transformatrice.

Enfin il y a les gens qui militent dans différentes organisations, avec davantage de responsabilité et plus de discipline, avec des tâches plus structurées et aussi avec d'autres droits et d'autres obligations. Dernièrement, de nombreux problèmes ont été mentionnés concernant l'asphyxie

et la saturation de militants sur lesquels tombaient d'en haut, une pluie d'actions à faire et où la verticalité et la délégation allaient de pair. Il faut faire face à ces dynamiques, et les formes d'action doivent permettre différents modèles de militance.

Tout cela nécessite une référence politique structurée qui de plus sache ramasser tout le capital politique du mouvement. Sortu a été créée pour cela. Vu les manques et les erreurs détectées dans la trajectoire de ces dernières années et dans le processus de refondation de la Gauche Abertzale, Sortu devra effectuer cet exercice de rénovation au congrès qu'il a décidé de célébrer cette année. Tous ceux qui ont participé dans le processus Albien doivent s'impliquer à fond dans ce débat, car c'est aussi de notre responsabilité, pour déverser en lui tout le capital humain et politique mentionné plus haut et renforcer la légitimité de ce cadre de décision. Nous ne pouvons oublier qu'il s'agit d'une organisation qui aura une vision intégrale de la stratégie.

Dans ce sens, il est fondamental d'arriver à établir de façon correcte la connexion et la relation entre l'organisation en particulier et l'ensemble du mouvement, entre Sortu et la Gauche Abertzale. Il est indispensable d'avoir en permanence des deux côtés un échange d'information mutuel. D'une part, Sortu doit s'abreuver de tout le mouvement de libération et aussi des projets et des mouvements populaires en donnant une projection politique à leurs dynamiques. D'autre part, Sortu doit dynamiser et alimenter le processus de libération en renforçant le projet populaire village par village et dans tous les domaines.

Évidemment ce n'est pas le rôle de ce débat de concrétiser tout cela cependant il convient de partager les critères pour dépasser les carences détectées car le comportement de la référence en politique générale nous affecte à tous. Aussi bien à la Gauche Abertzale dans sa totalité qu'aux autres acteurs :

- La dynamisation politique de la stratégie générale du processus de libération est de la responsabilité de Sortu.
- Dans la décantation indépendantiste Sortu devra aménager des mécanismes concrets pour remplir sa responsabilité de la manière la plus efficace et la plus adéquate.
- Dans ce sens Sortu organisera les cadres qui lui sont nécessaires pour compléter la stratégie et il mettra en marche les mécanismes pour l'échange de critères.
- Les caractéristiques de ces cadres et mécanismes seront concrétisées préalablement au congrès que va célébrer Sortu.

Comme nous l'avons dit, bien que la concrétisation de tout cela incombe d'être fait au congrès de Sortu il est indispensable de partager avec LAB et Ernai les grands axes de la conception. Depuis l'autonomie de chacun, le travail en commun entre les trois organisations reste fondamental pour développer le projet et la stratégie de la Gauche Abertzale.

Dans ce processus de refondation, les autres organisations devront réfléchir aussi sur elles-mêmes. LAB, par exemple, est en train de préparer son congrès pour affronter les anciens et nouveaux enjeux du syndicalisme et mettre la force des travailleurs et des secteurs populaires

au service du processus souverainiste. L'autre tâche importante du syndicat sera de réussir sur la voie de l'alliance syndicale, tant dans un cadre social que politique.

Ernai devra aussi définir ses enjeux et ses formes d'action. Dans ce processus de réflexion on a indiqué à plus d'une occasion à Abian que l'organisation juvénile est repartie de rien. Le manque de transmission de toute une génération a influé énormément au moment où l'organisation juvénile a défini et adapté sa stratégie au moment actuel. Par ailleurs, il faut souligner qu'une fois terminée la phase de l'illégalisation – bien qu'elle ne soit pas encore dépassée complètement – ce scénario est complètement nouveau pour les jeunes générations. Ernai doit continuer de lutter pour alimenter aussi le processus indépendantiste depuis le mouvement juvénile avec leurs dynamiques sociales et politiques.

5.2. Principales références politiques/institutionnelles pour l'accumulation de forces

L'enjeu de la Gauche Abertzale est clair : accumuler en EH Bildu et EH Bai le plus grand nombre possible de secteurs et doter cette force d'une efficacité politique et sociale. C'est un élément indispensable pour le processus indépendantiste. Peut-être faudra-t-il clarifier sa formulation concrète : dernièrement on est venu à parler de front large, mais on pourrait aussi le dénommer unité populaire. Nous entrons sur le terrain de la théorie politique, mais de toute façon, l'important c'est le caractère de ce regroupement de forces, indépendamment de son appellation.

Nous ne parlons pas d'une simple coalition électorale créée pour obtenir quelques sièges dans les différents parlements et après les répartir parmi les forces qui intègrent la coalition. Elle agira aussi sur d'autres terrains – mobilisation, lutte idéologique, - ce qui nécessairement définira d'une autre façon certaines structures, les organes de décision et les tâches unitaires. En plus, les personnes et les secteurs qui ne s'identifient avec aucuns partis précis devront avoir aussi leur place dans ce grand espace de confluence.

D'un autre côté, EHBILDU/BAI s'acquittera aussi d'une fonction très importante par rapport aux citoyens basques et au reste des agents puisque c'est lui qui canaliser les offres politiques de la Gauche Abertzale (propositions tactiques et concours pour la régénération dont à besoin le projet indépendantiste dans la phase actuelle).

La Gauche Abertzale – Sortu concrètement – doit respecter totalement ces alliances. Les partis ont un rôle très important, parce qu'entre autres choses, ils démontrent qu'il est possible de se mettre d'accord dans une voie au long parcours depuis des origines et des modèles dissemblables. Ce sont des cultures en provenance de l'autonomisme, de la gauche étatique et des différentes familles de la gauche abertzale. Pour cela les unifications excessives sont très préjudiciables ou le chevauchement de Sortu sur tous les autres. Si les paroles et les faits de chacun d'eux sont similaires à ceux de Sortu ou, si au contraire, ils demeurent en second plans, tout cela se traduit en préjudice de EHBILDU/BAI. Évidemment, cela amènera d'autre type de contradictions, mais si le projet principal est bien défini cela restera secondaire.

5.3. Dans la structuration du processus indépendantiste, la direction collective

Nous avons répété plus d'une fois qu'il faudra créer des instruments et des mécanismes qui aillent de concert avec le processus. Nous sommes obligés de regarder au-delà de nous-mêmes. Pour que ce processus avance, pour que cette lutte pour la liberté triomphe un jour, on aura besoin d'accords entre différents agents (syndicaux, sociaux, politiques) Ils devront être des compagnons de voyage. À cela nous l'avons intitulé le Bloc Populaire Indépendantiste, mais nous ne pouvons imaginer que cela n'aura qu'un caractère simplement instrumental, comme si c'était quelque chose qui agirait sous le critère de la « direction stratégique » de la Gauche Abertzale. Ce sera le défenseur de toute une dynamique sociale, syndicale et politique qu'il est nécessaire d'articuler, son principal moteur et référent politique. Tel est l'engagement et la volonté de la Gauche Abertzale, promouvoir et rendre possible ce grand espace de confluence qui doit agglutiner et favoriser les multiples et divers efforts indépendantistes.

Il faudra franchir le pas, faire ce saut. C'est exactement ce que devra constituer la direction de tout le processus, la direction collective. Il faut obtenir que la décantation indépendantiste ne soit pas seulement notre, mais qu'elle soit la décantation des secteurs populaires, d'autres organisations syndicales, sociales et politiques, du monde de la création culturelle, des moyens de communication populaires, et des entrepreneurs économiques. Donc, façonner cette direction collective aura en elle-même un effet expansif et générateur de diversité. Sur cette base, de sa capacité à concrétiser et se rendre efficace la direction collective sera de qualité. Nous disons haut et clair que cette tâche n'est pas la notre, (de la Gauche Abertzale) mais une tâche partagée. En fait, comme nous l'avons dit dans la présentation du processus ABIAN, la forêt de l'indépendance ne se construira pas avec un seul tronc mais avec des arbres différents.

Annexes du document à télécharger:

WWW.EZKERABERTZALEA.INFO

